

**PES**

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

# **/// EN AVANT /// L'EUROPE**

Des solutions  
progressistes aux défis  
mondiaux

Résolution adoptée par le  
Congrès du PSE à Malaga  
le 10 novembre 2023

## **I. PROTÉGER LES CITOYENNES ET CITOYENS AU COURS DES TRANSITIONS**

1. Des emplois de qualité pour toutes et tous
2. Lutte contre le chômage, l'exploitation du marché du travail, la pauvreté et l'exclusion sociale
3. Garantir une énergie sûre, durable et abordable pour toutes et tous
4. Le Pacte vert pour une transition juste qui met fin au changement climatique
5. Préserver la biodiversité
6. Une Europe économiquement résiliente prête à affronter les crises
7. Une économie au service des citoyennes et citoyens
8. Justice fiscale: veiller à ce que tous les particuliers et toutes les entreprises paient leur juste part
9. Qualité de vie dans les villes et les régions
10. Des logements abordables et de qualité pour toutes et tous
11. Des soins de qualité abordables et accessibles et des soins de santé pour toutes et tous
12. Soutenir des services publics de qualité

## **II. PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES**

13. Défendre la démocratie et l'État de droit
14. Une Europe sans discrimination, où chacun est traité sur un pied d'égalité
15. Éradiquer la violence fondée sur le genre
16. Une Europe au service de ses jeunes et de ses enfants
17. Favoriser la solidarité intergénérationnelle en Europe
18. Une politique européenne coordonnée en matière d'asile et de migration
19. Renforcer les droits en ligne des citoyennes et citoyens
20. Assurer la sécurité de toute la population

## **III. CONSOLIDER LA POSITION DE L'EUROPE DANS LE MONDE**

21. Un soutien total à l'Ukraine
22. Promouvoir les investissements stratégiques et l'innovation
23. Soutenir les partenariats internationaux
24. Une UE tournée vers l'avenir: prête à améliorer son fonctionnement et à relever les défis internationaux
25. Renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et de défense

## **IV. CONCLUSION**





Améliorer la vie des citoyennes et citoyens a toujours été la priorité de notre mouvement politique. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé dans le cadre du mandat européen actuel. Il est et restera toujours notre principal objectif. À quelques mois des prochaines élections européennes, **nous, Parti socialiste européen, réitérons notre détermination à travailler pour améliorer la vie des citoyennes et citoyens européens.** Depuis les dernières élections européennes, l'Europe et le monde sont passés par des crises et des changements considérables. Que ce soit face à la pandémie de COVID-19, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et la hausse des prix de l'énergie et du coût de la vie qui s'en est suivie, les incertitudes concernant les chaînes d'approvisionnement, l'impact de plus en plus visible du changement climatique et perte de biodiversité, l'érosion des démocraties ou les changements démographiques, nos membres se sont battus pour soutenir nos populations. Ces crises ont rendu les inégalités existantes entre les hommes et les femmes plus visibles et les ont aggravées. Ceci est particulièrement visible pour l'écart entre les femmes et les hommes en matière de prise en charge des responsabilités familiales et de revenus.

Notre travail est loin d'être terminé. Il nécessitera la même détermination pour assurer un avenir de prospérité partagée, d'égalité et de stabilité. **Nous n'avons jamais hésité à apporter les changements progressistes nécessaires. Pour nous, la politique consiste à encadrer les transformations et à planifier l'avenir. Nous partageons un même objectif: faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte.**

Nous voulons nous assurer que chacun puisse vivre dans le respect, la dignité et la sécurité. Nous voulons donner à chacun la possibilité de choisir sa vie, sa carrière et sa place dans la société. Tout un chacun doit être traité sur un pied d'égalité, pouvoir atteindre tout son potentiel et vivre dans la dignité. Nous continuerons à apporter de vraies solutions aux besoins de la population, et non de faux récits ou des

réponses simplistes. Le Parti socialiste européen continuera à travailler pour apporter des solutions communes à nos problèmes communs.

Dans le contexte mondial actuel, les élections européennes de 2024 seront cruciales à trois égards:

- **Premièrement**, pour déterminer si, et surtout comment, nos sociétés vont gérer les transformations de nos sociétés actuelles.
- **Deuxièmement**, pour mettre la démocratie, l'État de droit et l'égalité des genres au cœur même de l'Union européenne.
- **Et troisièmement**, pour déterminer la position et le rôle de l'UE dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

En tant que Parti socialiste européen, nous voulons nous concentrer sur ces priorités **en construisant un avenir de solidarité, de cohésion et d'égalité.** Pour y parvenir, nous avons besoin d'un groupe parlementaire fort pour notre famille au sein du prochain Parlement européen afin de faire avancer un agenda progressiste et de contrer les alliances inquiétantes et dangereuses entre les conservateurs, les libéraux et les partis d'extrême droite dans les différents États membres. Il s'agit ici de la meilleure garantie si l'on veut rester sur la voie d'un avenir social, durable et féministe. Un avenir qui respecte l'État de droit, les droits humains, l'égalité des genres, la solidarité intergénérationnelle et la diversité, un avenir qui valorise et donne les moyens nécessaires à notre démocratie, nos sociétés et tout un chacun, quelles que soient ses circonstances personnelles.

Nous, socialistes et démocrates, prendrons les décisions nécessaires pour résoudre les problèmes de notre temps, pour protéger la démocratie et nos populations au rythme des transitions que traverse le monde contemporain. Nous maintiendrons également le rôle essentiel de l'UE sur la scène mondiale, avec les 25 objectifs suivants.





# I. PROTÉGER LES CITOYENNES ET CITOYENS AU COURS DES TRANSITIONS

Le monde est en constante évolution. Cependant, le rythme et la profondeur des transitions que traversent nos sociétés sont les plus intenses jamais connues au cours des dernières décennies. L'urgence climatique et les dangers qui pèsent sur la nature et la biodiversité constituent une menace existentielle et des défis auxquels l'humanité n'a plus été confrontée depuis des siècles. Les changements démographiques posent des défis à nos marchés du travail

et à nos systèmes de sécurité sociale. Le lien entre civilisation et technologies numériques est maintenant une réalité qui modifie notre façon de travailler, nos relations, ainsi que les possibilités et les dangers de notre avenir. **Notre famille politique a toujours été orientée vers le progrès, vers des changements positifs pour nos citoyennes et citoyens. Pour que ceux-ci se réalisent au bénéfice du plus grand nombre et non seulement d'une petite élite, il faut un encadrement politique.** Toutes les transitions doivent tenir compte de la dimension de genre. Les taux d'emploi ont retrouvé leur niveau d'avant 2008, mais nombreuses sont les personnes qui vivent encore dans des conditions précaires. Nous restons convaincus que les politiques néolibérales sont des politiques qui ne peuvent que nuire aux travailleuses et travailleurs, aux classes moyennes, ainsi qu'à la grande majorité de la population européenne. Nous sommes convaincus que la politique de l'extrême droite conduit à la destruction pure et simple des systèmes de protection sociale, des soins de santé, de l'éducation et des services publics. **Le coût de la vie augmente, et nous devons protéger le pouvoir d'achat de nos populations pour que tout un chacun puisse vivre dans la dignité.** Nous avons certes besoin de nouvelles politiques et d'un meilleur processus de prise de décision, mais nous devons également rester fidèles à nos valeurs fondamentales. **Les droits des travailleuses et travailleurs, des emplois de qualité bien rémunérés, la justice sociale, la solidarité et l'égalité sont les fondements sur lesquels nous avons construit nos sociétés.** Et ils doivent rester les fondements sur lesquels nous construisons notre avenir. Pour accompagner nos sociétés au cours de ces nombreuses transitions, nous voulons nous concentrer sur les priorités suivantes.



## 1. DES EMPLOIS DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS

Notre famille a placé les questions sociales au cœur de l'élaboration des politiques européennes. L'UE a commencé à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux. Elle a aussi adopté un plan d'action sociale et a renforcé les liens entre ses programmes sociaux, climatiques et économiques. Cela a permis d'atténuer l'impact sur la population des différentes crises auxquelles l'UE a été confrontée ces dernières années. Pourtant, le renforcement des politiques sociales et la lutte contre les inégalités restent plus que jamais nécessaires. **Nous continuerons à placer le bien-être et la justice sociale au centre de notre action politique.**

Nous voulons garantir des emplois de qualité pour toutes et tous, indépendamment de l'âge ou du genre. Les transitions écologique et numérique transforment radicalement nos économies: de nouveaux emplois sont créés, d'autres disparaissent. **Des investissements importants dans les technologies vertes et numériques, dans l'économie circulaire ainsi que dans d'autres secteurs plus traditionnels tels que les soins, la santé, les transports et la rénovation des logements peuvent conduire à la création d'un grand nombre d'emplois.**

Ces emplois doivent être aussi durables sur le plan social que sur le plan environnemental, avec des conditions de travail décentes, des salaires équitables, une rémunération égale pour un travail égal, ainsi qu'une mobilité équitable de la main-d'œuvre. Notre lutte pour des salaires minimums équitables, pour une consolidation des négociations collectives, pour les droits des travailleuses et travailleurs des plateformes ou pour la transparence des rémunérations montre le chemin à suivre. **Nos prochaines batailles sont la réglementation de l'intelligence artificielle et des algorithmes sur le lieu du travail, la réduction de l'écart de rémunération et de pension entre les genres, l'amélioration de la prévention des risques psychologiques et de santé mentale, une stratégie de l'UE pour concrétiser l'approche «vision zéro» des décès liés au travail ainsi qu'une garantie de qualité pour les stages dans toute l'UE.** Garantir de bonnes conditions partout contribuera également à réduire les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs où la sécurité au travail est particulièrement problématique.

Les semaines de travail sont encore trop longues pour certains, les horaires irréguliers entrent en concurrence avec la vie de famille et les technologies brouillent la frontière entre la vie professionnelle et la vie privée. **Nous luttons pour le droit des travailleuses et travailleurs à la déconnexion et nous soutenons une réduction du temps de travail tout en conservant**

**le même niveau de salaire.** Les expériences menées sur la semaine de travail de quatre jours ont démontré un impact positif. Nous continuerons à nous battre pour améliorer le bien-être de nos populations, en permettant aux travailleuses et travailleurs de mieux combiner leurs obligations professionnelles et privées et en parvenant à une répartition égale du travail domestique et autres tâches non rémunérées entre les hommes et les femmes. Une femme sur trois dans l'UE n'a pas d'emploi rémunéré, et les femmes continuent d'occuper la grande majorité des emplois à temps partiel dans l'Union.

Lorsque la COVID-19 a frappé, nous avons obtenu la création de **l'instrument SURE**. Ce dernier a permis aux gouvernements d'atténuer le risque de chômage et de protéger les travailleuses et travailleurs contre les licenciements. Cet instrument **ayant fait ses preuves, nous voulons continuer à le développer comme un outil permanent pour que nos gouvernements puissent affronter les crises à venir.** Face à l'évolution des marchés du travail dans l'UE, nous préconisons une stratégie ambitieuse en matière d'éducation et de formation, afin de garantir que nos populations et les travailleuses et travailleurs acquièrent les compétences numériques et la maîtrise de l'IA nécessaires. Une économie numérique, durable et circulaire nécessite une main-d'œuvre technique bien formée et qualifiée. **Nous créons un programme européen de renforcement des compétences dans divers domaines des technologies de l'information et de la communication ainsi que pour la transition écologique, afin que chacun puisse disposer des compétences requises sur le marché du travail et dans les secteurs où il y a pénurie.** L'amélioration des compétences des travailleuses et travailleurs les préparera au nouveau marché du travail et les aidera à passer de secteurs en déclin à de nouvelles activités répondant aux besoins de la double transition et garantissant une répartition équitable de leurs bénéfices. Étant donné que de nouveaux emplois numériques seront créés, nous devons prendre des mesures pour que les femmes fassent carrière dans les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques un domaine encore dominé par les hommes. Nous en appelons à un investissement ambitieux dans une éducation de qualité et abordable pour toutes et tous, y compris par la création de l'Espace européen de l'éducation d'ici 2025, tout en garantissant les qualifications et les compétences nécessaires à une transition juste et durable. **Ces efforts de renforcement des compétences doivent être récompensés par de meilleurs emplois et des salaires plus élevés.** Lors de la COVID-19, nous avons prouvé que nous pouvions préserver les travailleuses et travailleurs d'une perte d'emploi. Nous ferons preuve de la même détermination pour les secteurs qui disparaîtront progressivement au cours de la transition.



Nous sommes aux côtés des syndicats au niveau national et européen, dans le plein respect de leur autonomie. Encourager la négociation collective dans les États membres signifie également que la politique et la législation de l'Union doivent permettre aux partenaires sociaux nationaux indépendants et égaux de négocier des conventions collectives. **Nous sommes convaincus que l'atteinte de l'objectif de 80% de couverture pour les négociations collectives d'ici à 2030 garantira de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et un meilleur fonctionnement de l'économie européenne.** Le dumping social, la criminalité liée au travail et l'exploitation des travailleuses et travailleurs n'ont pas leur place sur le marché du travail européen. Ils sapent les salaires, les droits des travailleuses et travailleurs et notre lutte pour un travail décent pour toutes et tous. Compte tenu de leur forte dimension transfrontalière, ces questions exigent une réponse européenne.

#### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- *Nous voulons que le socle européen des droits sociaux continue à donner l'orientation de la prochaine Commission européenne. Nous nous battons pour la pleine mise en œuvre des 20 principes du socle européen des droits sociaux et son intégration dans le cadre institutionnel de l'UE.*
  - **Adopter une directive ambitieuse sur les plateformes de travail d'ici la fin du mandat législatif, interdire les contrats «zéro heures» et le faux travail indépendant dans tous les secteurs et lutter contre toutes les formes de travail précaire.**
  - **Améliorer les conditions de travail des travailleuses et travailleurs essentiels et accroître les investissements, en particulier dans le secteur des soins, afin de renforcer l'attrait de la profession pour les hommes et les femmes, de pallier les pénuries de main-d'œuvre, d'atténuer les problèmes de recrutement et de promouvoir la rétention et le bien-être du personnel.**
  - *Veiller à ce que les travailleuses et travailleurs aient le droit d'accéder à un perfectionnement de leurs compétences, à du recyclage des compétences professionnelles et à l'apprentissage tout au long de la vie pendant le temps de travail rémunéré.*
  - **Réglementer l'intelligence artificielle et l'utilisation d'algorithmes sur le lieu de travail, en inscrivant le principe du contrôle par l'humain dans la législation européenne et en garantissant un niveau adéquat de connaissances en matière d'IA au sein de la population active.**
  - **Comblent les disparités de genre en matière d'emploi, de rémunération et de retraite d'ici à 2030 en introduisant des objectifs contraignants par État membre et par groupe d'âge.**
  - **Rendre le travail plus sûr grâce à une directive sur les risques psychosociaux au travail (y compris les risques pour la santé mentale), une directive plus large sur les troubles musculo-squelettiques et les maladies rhumatismales liés au travail,**
- ainsi qu'une approche «vision zéro» des décès liés au travail dans l'UE.*
- **Défendre le droit à la déconnexion pour les travailleuses et travailleurs et pousser à la réduction du temps de travail tout en conservant le même niveau de salaire, que ce soit par le biais de négociations collectives ou de la législation.**
  - **Renforcer et défendre les droits des travailleuses et travailleurs et des syndicats, y compris l'accès des syndicats aux lieux de travail, le droit d'organisation, le droit de négociation collective et le droit de grève.**
  - **Renforcer le rôle du dialogue social et des syndicats indépendants, au niveau national et européen, en portant le taux de couverture des négociations collectives à 80%, conformément à la directive relative à des salaires minimaux adéquats et encourager les négociations collectives en autorisant les syndicats à le faire, et ce, dans des systèmes nationaux d'autorégulation performants. Le rôle des syndicats dans la gestion de la transition juste doit également être consolidé par le renforcement de la démocratie au travail, tant au niveau national qu'europpéen.**
  - **Réviser la directive sur les comités d'entreprise européens afin de renforcer l'information et la consultation auprès des travailleuses et travailleurs.**
  - **Réviser la directive sur le travail intérimaire afin de lutter contre l'exploitation dans les chaînes de sous-traitance et de garantir un traitement équitable pour tous les travailleuses et travailleurs.**
  - **Continuer à promouvoir une mobilité équitable des travailleuses et travailleurs, en préservant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et en évitant la fuite des cerveaux et les pénuries de main-d'œuvre dans les pays sources.**
  - **Renforcer le mandat de l'Autorité européenne du travail en la dotant d'un pouvoir d'enquête et de sanction afin de lutter efficacement contre le dumping social et l'exploitation de la main-d'œuvre.**
  - **Limiter la sous-traitance et assurer une responsabilité conjointe et solidaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement.**
  - **Soutenir la création d'un véritable espace européen de l'éducation d'ici 2025, afin de garantir une éducation de qualité, accessible et abordable dans toute l'UE, et d'établir un cadre européen commun pour la reconnaissance, la validation et l'accréditation des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises par le biais de l'éducation non formelle.**
  - **Tous les stages et apprentissages doivent être rémunérés et les pratiques d'exploitation doivent être bannies.**
  - **Favoriser une transition en douceur entre le travail et la retraite en fin de carrière.**
  - **Mieux refléter la distribution des salaires et les inégalités salariales dans le Semestre européen comme tremplin vers le dixième objectif de développement durable de l'ONU visant à réduire les inégalités au sein des pays et entre eux.**





## **2. LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE, L'EXPLOITATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL, LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE**

Notre lutte pour l'emploi est également une lutte pour que chacun ait la possibilité de travailler. Nous continuerons à lutter contre le chômage et n'abandonnerons pas les chômeuses et chômeurs de longue durée alors que tant de travaux sociaux et environnementaux utiles sont à réaliser. L'orientation, la formation, le recyclage et le perfectionnement des compétences doivent être rendus disponibles afin de garantir que chacun puisse disposer des compétences requises dans le marché du travail actuel. Le PSE se bat également pour que les chômeuses et chômeurs de longue durée retrouvent un emploi valorisant grâce aux garanties locales d'emploi.



**L'accès à des prestations de sécurité sociale adéquates pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses, ainsi que pour les indépendants et indépendantes, est une condition préalable pour prévenir la pauvreté au travail** et la segmentation du marché du travail. Elle aide aussi à la mise en place de conditions de concurrence équitables dans le marché unique. Pourtant, les systèmes de sécurité sociale en Europe sont trop souvent conçus pour les travailleuses et travailleurs ayant un contrat à temps plein et à durée indéterminée. Ils sont mal équipés pour protéger les groupes vulnérables. Les conséquences sont néfastes, non seulement pour ces personnes, mais aussi pour le fonctionnement des marchés du travail, la capacité de stabilisation des systèmes de protection sociale ainsi que leur financement.

Les niveaux d'inégalité qui prévalent dans l'UE requièrent une action des pouvoirs publics. **Notre famille politique est déterminée à amener la qualité de vie à toutes et à tous, grâce à des services publics bien financés et à des États-providence solides.** Nous voulons que l'UE et ses États membres travaillent à l'éradication complète de la pauvreté en Europe par l'introduction d'une loi européenne contre la pauvreté. Dans un premier temps, nous insistons sur la nécessité de mettre en place de solides systèmes nationaux de revenu minimum. Il s'agit en effet là du meilleur moyen d'assurer un filet de sécurité qui puisse protéger les individus contre la souffrance et les privations. Nous lutterons contre le non-recours aux prestations sociales en promouvant les paiements automatiques.

#### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Introduire une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté**, en accordant une attention particulière à la dimension de genre, et en assurant le suivi dans le cadre du Semestre européen.
- Renforcer la pertinence de la **plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme** et en garantir le budget de fonctionnement.
- Soutenir l'appel du Parlement européen, lancé par le Groupe S&D, à **allouer au moins 20 milliards d'euros de financement à la garantie européenne pour l'enfance** et à promouvoir des objectifs plus ambitieux en matière de réduction de la pauvreté infantile.
- Nous voulons **un mécanisme européen complémentaire de réassurance chômage**, pour soutenir les États membres en cas de forte augmentation du chômage.
- S'appuyer sur le **succès de SURE** pour en faire **un instrument permanent** et être prêts face aux crises futures.
- Lutter contre les inégalités grâce à **des services publics de qualité** et à des **stratégies d'investissement**.
- Assurer le financement de **garanties locales pour l'emploi**, en s'appuyant sur le succès de l'initiative pour l'emploi des jeunes.
- Continuer à **se battre pour accroître l'investissement social** et améliorer l'accès à la protection sociale pour les travailleuses et travailleurs ainsi que pour les indépendants et indépendantes.
- Initier un effort concerté pour **lutter contre la criminalité liée au travail sur le marché européen de l'emploi**, y compris des initiatives visant à combler les lacunes juridiques, à renforcer l'application de la législation existante et à renforcer les sanctions liées à la violation de la législation sur le marché de l'emploi afin de protéger les travailleuses et travailleurs.
- **Veiller à ce que l'accès aux financements européens soit lié à des conditions sociales**, y compris des conditions claires de négociation collective, et à ce que les entreprises qui ne respectent pas les droits du travail en soient exclues.
- Le revenu minimum est souvent le dernier filet de sécurité sociale. **Les régimes nationaux de revenu minimum doivent être renforcés dans l'ensemble de l'UE** afin d'améliorer la vie des citoyennes et citoyens sur tout le continent.
- **Élaborer des normes minimales communes pour les prestations de sécurité sociale** des travailleuses et travailleurs, en mettant l'accent sur la durée, l'adéquation et l'accessibilité des prestations.
- Continuer à travailler sur la transparence, la simplification des exigences et des procédures administratives, la clarté des règles, **la transférabilité des droits et la mise en place de systèmes de sécurité sociale**.
- Assurer une meilleure traçabilité des droits de sécurité sociale afin de lutter contre la fraude et les pratiques d'exploitation du travail. En améliorer l'application transfrontalière pour en arriver à plus de transparence et de couverture, et ce, avec de véritables outils numériques tels qu'un **passport européen de sécurité sociale et une carte européenne de travail**.
- Soutenir **l'inclusion d'un protocole de progrès social dans les traités de l'UE** afin de garantir que les droits des travailleuses et travailleurs, les droits syndicaux et les droits sociaux priment sur les libertés économiques en cas de conflit.
- **Rééquilibrer le Semestre européen** en mettant en œuvre le **cadre de convergence sociale**.
- Adopter un **pacte de développement durable et de progrès social**.



### 3. GARANTIR UNE ÉNERGIE SÛRE, DURABLE ET ABORDABLE POUR TOUTES ET TOUS

Il est impératif pour notre famille politique de garantir la sécurité énergétique et de veiller à ce que l'énergie soit abordable pour toutes et tous. Lors du dernier Congrès du PSE à Berlin en 2022, nous avons adopté un **pacte européen pour une énergie abordable et la cohésion sociale** afin de protéger le pouvoir d'achat de nos populations. Dans un contexte exceptionnel, nous avons mené avec succès les accords visant à maintenir les prix de l'énergie à un niveau bas en plafonnant les revenus du marché des énergies renouvelables, du nucléaire et du lignite, en imposant une taxe exceptionnelle sur les combustibles fossiles, en plafonnant les prix du gaz et d'autres sources d'énergie et en établissant une nouvelle référence pour le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) afin d'atténuer la volatilité du marché. L'UE a mis en place un mécanisme d'achat conjoint de gaz et a mis les règles relatives aux aides d'État à jour afin d'aider les industries et la société.

Nous nous battons pour une **Union de l'énergie plus forte et stratégiquement indépendante**, qui garantisse la sécurité de l'approvisionnement, la durabilité et la qualité de vie en l'Europe. Alors que l'UE réduit sa dépendance au gaz russe avec REPowerEU, nous en appelons à l'accélération de l'élimination complète de l'utilisation des combustibles fossiles, au déploiement de sources renouvelables et à faible teneur en carbone, et à la production d'hydrogène renouvelable en fonction des besoins énergétiques stratégiques d'indépendance. L'Europe doit investir dans des infrastructures complètes de réseau et de stockage, dans de nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable, dans des interconnexions, dans le déploiement rapide de sources renouvelables pour la production et le transport d'énergie, dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et dans la promotion de changements structurels visant à réduire la demande d'énergie. **Nous demandons que le marché de l'énergie soit régulé afin d'éviter les hausses artificielles des prix de gros et de détail et de garantir une plus grande prévisibilité, stabilité et accessibilité des prix.** Pour s'engager dans cette transformation vers la neutralité carbone, l'Europe a besoin d'investissements massifs dans les infrastructures numériques publiques et les technologies innovantes, afin de devenir un leader numérique, de conserver sa compétitivité mondiale et de dégager d'énormes bénéfices en termes d'efficacité et de productivité, réduisant ainsi les émissions.

#### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Intensifier les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique** et viser un mix énergétique 100% renouvelable ou à faible teneur en carbone pour garantir une indépendance énergétique durable et une énergie abordable.
- **Accélérer le déploiement des capacités de la chaîne de production d'électricité et d'énergie renouvelables**, y compris l'hydrogène renouvelable, afin d'éliminer complètement les combustibles fossiles et de répondre aux besoins stratégiques en matière d'indépendance énergétique.
- **Se concentrer sur la mise au point de technologies propres**, y compris la production d'hydrogène renouvelable, afin de garantir que l'Europe soit à la proue de la production d'énergie verte et préserve la compétitivité de son industrie tout en offrant des emplois de qualité.
- **Garantir la cohésion énergétique** et un système énergétique efficace en investissant dans une production suffisante d'énergies renouvelables, dans des infrastructures stratégiques et dans un réseau énergétique paneuropéen et des installations de stockage qui garantissent un approvisionnement énergétique ininterrompu dans toute l'Europe.
- **Protéger nos infrastructures stratégiques**, y compris notre réseau énergétique, contre les ingérences étrangères.
- **Faire pression pour une réforme progressiste du marché de gros de l'électricité** afin de garantir la fourniture d'une énergie abordable, en misant sur une stratégie à long terme pour garantir la prévisibilité et l'accessibilité des prix tout en encourageant des investissements dans les sources renouvelables.
- **Protéger les plus vulnérables**, élaborer une stratégie contre la pauvreté énergétique, assurer la cohésion sociale et territoriale, et faire de l'énergie un service social d'intérêt général.



**PES**

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

## 4. LE PACTE VERT POUR UNE TRANSITION JUSTE QUI MET FIN AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La transition écologique doit être menée à bien le plus rapidement possible. **Nos objectifs ultimes sont d'atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050 et de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.** Ces objectifs doivent être soutenus par une transition juste qui protège les travailleuses et travailleurs et les personnes les plus vulnérables. Cette transition devra aussi tenir compte de la perspective de genre. **Le PSE continue de se battre pour une transition qui donne la priorité au bien-être de la société et qui va de pair avec nos intérêts économiques. Le Pacte vert doit rester la boussole de l'Europe dans cette transformation équitable et durable.** Il s'agit d'apporter le soutien nécessaire pour que personne ne soit pénalisé ou laissé pour compte, sans marquer néanmoins de pause dans la nécessaire transition écologique. Avec des instruments tels que la facilité pour la reprise et la résilience, nous visons à garantir des investissements suffisants pour soutenir les réformes énergétiques qui contribueront à faire le lien entre progrès environnemental et progrès social.

Les socialistes et démocrates sont les architectes de victoires politiques telles que le Pacte vert pour l'Europe, la loi sur le climat et le paquet «Ajustement à l'objectif 55». Avec le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, nous sommes parvenus à fixer un prix pour la pollution au carbone et à remédier aux fuites de carbone. Nous avons insisté pour que le deuxième régime d'échange de droits d'émission soit un système de réduction des émissions qui englobe davantage de secteurs et qui uniformise les règles du jeu. Avec RefuelEU Aviation, AFIR et FuelEU Maritime, nous avons fixé des objectifs contraignants pour accélérer la décarbonation de tous les modes de transport et stimuler l'adoption de carburants durables. Nous avons insisté sur la mobilité verte, afin de limiter les émissions des véhicules, d'assainir l'air, de stimuler l'innovation dans les technologies propres et de garantir la justice territoriale. Nous avons fait pression pour la protection et la restauration de nos forêts. **C'est en encadrant la transition durable par le Pacte vert que nous pourrions aboutir à des économies dynamiques, à la protection de l'environnement et à une Europe plus sociale.** Nous veillerons à ce que les émissions de carbone soient réduites d'au moins 55% d'ici à 2030 et nous en appellerons à la réduction des émissions à courte durée de vie telles que le méthane. Nous améliorerons la qualité de vie en Europe et nous nous efforcerons de créer les conditions nécessaires pour que d'autres pays nous rejoignent sur la voie d'un avenir plus vert.

**La lutte contre le changement climatique est aussi une lutte contre les inégalités.** Grâce à des instruments tels que la vague de rénovations, le fonds pour une transition juste, le fonds social pour le climat et la bonne mise en œuvre des fonds structurels et d'investissement européens, nous voulons nous assurer que toutes et tous bénéficient d'un avenir vert et durable. La mise en œuvre de l'approche «One Health» devra lier santé humaine, santé animale et environnement. Le bien-être animal doit faire partie intégrante d'une société solidaire et d'une planète saine.

**Le Pacte vert pour l'Europe a révolutionné notre présent. Il révolutionnera aussi notre avenir. Il garantit à l'Europe de mener la transition écologique, tout en renforçant son modèle social et en fournissant davantage d'emplois et des emplois de meilleure qualité dans toutes les régions de l'UE,** ainsi qu'un meilleur environnement dans lequel nos populations peuvent jouir d'une meilleure santé. Il donne également un exemple fort dans les forums internationaux tels que la Conférence des Parties des Nations unies. L'Europe a mené les discussions pour maintenir les objectifs climatiques en place. Notre famille politique continuera à s'efforcer de maintenir l'ambition en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, tout particulièrement lors de la COP28 de cette année. L'impact du changement climatique se fait déjà sentir et ne fera qu'empirer avec le temps. Le nombre et l'ampleur croissants des catastrophes naturelles qui ont frappé de nombreuses régions d'Europe et du monde cette année (inondations, sécheresses, tempêtes et incendies de forêt) sont la confirmation brutale qu'il est nécessaire d'agir maintenant et sans relâche. Nous continuerons à mener ce processus de transition en Europe. **Nous demandons la mise en place d'un nouveau plan d'investissement pour les transitions écologique et numérique,** afin de proposer une législation qui garantisse des changements sociétaux positifs et une plus grande égalité, dont l'égalité entre les genres.







## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- Veiller à **atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050**, à réduire les émissions de 55% d'ici à 2030, et proposer des objectifs intermédiaires ambitieux à l'échelle de l'UE pour l'après-2030, en 2035 et 2040, conformément à la loi européenne sur le climat et aux recommandations des scientifiques. Notre engagement à ce que l'UE devienne climatiquement neutre, conformément aux engagements internationaux de l'Accord de Paris, devrait se refléter dans une future révision des traités de l'UE.
- Maintenir **la pression internationale dans le cadre de la CCNUCC afin de garantir que le réchauffement de la planète ne dépasse pas 1,5 °C**.
- Souligner la nécessité d'**accélérer l'action climatique dans tous les secteurs de l'économie de l'UE** (y compris les transports et les secteurs utilisant les terres), de relever l'ambition et de promouvoir une transition écologique et juste, de contribuer à la réduction des émissions, de promouvoir: une mobilité abordable, inclusive, sûre et écologique, l'utilisation et l'infrastructure des chemins de fer, ainsi que des carburants durables pour l'aviation et la navigation maritime.
- **Veiller à ce que la transition écologique ne laisse personne de côté et soit socialement équitable**, en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, aux PME et à la cohésion territoriale, à l'aide d'instruments tels que le fonds pour une transition juste et le fonds social pour le climat.

- **Mettre en place des régimes de protection sociale écologiques** avec le soutien de l'UE afin de protéger les populations des effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et de l'impact de cette transition sur l'emploi et les conditions de vie.
- Assurer **le passage à une économie circulaire** en encourageant des modes de production et de consommation plus durables.
- **Préserver les matières premières précieuses et réduire les déchets** grâce à l'utilisation durable des matières premières.
- Garantir un **soutien adéquat aux groupes vulnérables** et zones directement affectés par le changement climatique et la perte de biodiversité grâce à des mécanismes anticipés de prévention, d'adaptation et d'assistance financière. Se concentrer sur des services de réhabilitation rapide pour les personnes et les régions déjà touchées par des incendies de forêt, des inondations et d'autres catastrophes naturelles, et intensifier les efforts internationaux de restauration de la nature.
- **Demander un plan d'investissement pour les transitions écologique et numérique** qui tire parti de l'interaction positive entre la numérisation et la lutte contre le changement climatique.
- **Veiller à ce que les consommateurs participent activement à la transition écologique**, en adoptant les propositions intitulées «Donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique» et «Droit à la réparation».



## 5. PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ

La transition de l'UE vers la durabilité doit également être une voie vers la restauration de la biodiversité, notamment par la mise en œuvre complète du règlement sur la restauration de la nature. **Il existe un lien entre les crises de la biodiversité et du climat.** La surexploitation des terres et des mers, l'exploitation directe des organismes, la pollution et les espèces exotiques envahissantes ont contribué à une grave dégradation de la biodiversité et de l'écosystème. Les forêts, l'air, la mer, l'eau, le sol, les pollinisateurs et les espèces animales de l'Europe doivent être protégés et restaurés, afin de promouvoir des environnements sains pour nos populations, une meilleure santé, des écosystèmes résilients et des villes vivables. **Nous ne devons avoir aucune tolérance envers les crimes contre l'environnement qui réduisent la qualité de vie à long terme.** Des sanctions strictes doivent être imposées aux entreprises polluantes qui affectent la santé humaine et l'environnement. Des fonds marins et des sols sains peuvent capturer davantage de carbone, contribuer à l'atteinte des objectifs de neutralité climatique et produire des denrées alimentaires. L'agriculture, la pêche et l'aquaculture européennes doivent devenir vertes et durables, conformément à la stratégie «De la ferme à la table». Davantage de fonds doivent être alloués aux petites et moyennes exploitations et des récompenses doivent être accordées à celles qui respectent les critères en matière d'environnement et de biodiversité. Nous nous battons pour la réduction de l'utilisation des pesticides, la réduction de la pollution plastique et chimique, et l'accessibilité financière des aliments biologiques. **L'accès à l'air pur, à l'eau et à la nourriture sont des droits humains.** L'accès à l'eau est le défi du siècle. Nous devons promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau, la résilience des sources d'eau et le stockage de l'eau, ainsi que le développement des infrastructures de distribution. La société doit apprendre à s'adapter à de meilleures pratiques de gestion de l'eau afin de garantir l'accès universel à l'eau et la sécurité alimentaire. La solidarité et des investissements européens sont nécessaires pour prévenir toute pénurie d'eau et assurer un approvisionnement continu en eau dans toute l'UE. La voie à suivre consiste à faire un usage responsable de nos ressources et matériaux, en passant à une économie circulaire, telle que décrite par le plan d'action en faveur de l'économie circulaire. Dans nos efforts pour restaurer et protéger l'environnement, nous nous engageons à suivre une approche scientifique et à dialoguer en permanence avec les partenaires sociaux, la société civile et les communautés locales.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Restaurer les forêts, l'air, la mer, l'eau et le sol de l'Europe**, réduire la déforestation grâce à une sylviculture durable et assurer la protection des réserves naturelles.
- **Renforcer la politique agricole commune (PAC) de l'UE** afin de garantir que la politique agricole de l'UE contribue à la transition climatique et à l'augmentation de la biodiversité pour assurer une production alimentaire durable et à long terme au sein de l'UE.
- **Renforcer les normes en matière de bien-être animal** par l'adoption d'une législation forte et ambitieuse.
- **Offrir des incitatifs à la capture du carbone, à la filtration de l'eau et à la purification de l'air.**
- **Réduire la quantité de microplastiques** rejetés dans la mer, l'air et le sol et garantir l'interdiction totale des microplastiques ajoutés intentionnellement dans les produits.
- **Promouvoir l'utilisation de systèmes de lutte antiparasitaire respectueux de l'environnement** et réduire l'utilisation de pesticides chimiques. Les États membres devraient fixer des objectifs pour réduire leur utilisation de pesticides et veiller à ce que les objectifs de l'UE soient atteints, tout en tenant compte des spécificités nationales.
- **Promouvoir l'utilisation de pratiques de pêche plus durables et plus respectueuses de l'environnement.**
- **Préserver la sécurité alimentaire** en assurant la résilience de notre production et de notre consommation alimentaires, en restaurant la nature et en veillant à ce que les aliments sains, y compris les aliments biologiques, soient abordables.



## 6. UNE EUROPE ÉCONOMIQUEMENT RÉSILIENTE PRÊTE À AFFRONTER LES CRISES

Les investissements publics aux niveaux local, régional, national et européen, soutenus par les ressources européennes, sont la clé d'une économie résiliente, durable et équitable. En outre, depuis plusieurs années, **nous défendons une mise à jour du cadre de gouvernance économique de l'UE afin de mieux refléter les besoins d'investissement de nos sociétés, avec des objectifs, des devoirs et des obligations plus crédibles pour éviter la régression sociale.** Dans le contexte de la transition écologique et numérique, nous devons prendre les mesures nécessaires pour garantir que toutes les ressources de la facilité pour la reprise et la résilience et des fonds structurels soient utilisées de manière efficace. Au plus fort de la pandémie, nous nous sommes adaptés à l'impact sans précédent de cette crise sur les finances publiques. Nous avons insisté sur l'activation de la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance, ce qui nous a permis de surmonter avec succès la crise de la COVID-19. Cette option temporaire doit être conservée pour faire face aux crises exceptionnelles susceptibles d'émerger. Il convient d'étudier des mécanismes permettant de rendre compte de l'aide accordée à l'Ukraine dans le nouveau cadre de gouvernance économique.

Les propositions de la Commission européenne ouvrent la voie à une réforme progressiste de la gouvernance économique. Nous devons profiter de cette occasion et du processus législatif en cours pour renforcer la capacité de dépenses vertes et sociales, promouvoir une prospérité partagée, réduire les inégalités sociales et de genre et garantir un non-retour à l'austérité, une meilleure responsabilité démocratique et une plus grande coordination au niveau européen, tout en renforçant notre détermination à rendre les finances publiques socialement et économiquement durables. La réforme des règles de gouvernance économique doit garantir leur efficacité sur le terrain.

**Next Generation EU, le plus vaste plan d'investissement que l'Europe ait jamais eu, est l'une des plus grandes réussites de la politique économique européenne d'inspiration sociale-démocrate.** Nous en sommes fiers. En plus d'utiliser pleinement les instruments existants, nous continuons à défendre une capacité permanente d'investissement à long terme de l'UE avec une véritable solidarité européenne. En s'appuyant sur le succès que ce dispositif

a rencontré, faire de SURE un outil permanent permettrait aux pays de faire face aux urgences actuelles et futures en protégeant les travailleuses et travailleurs de l'instabilité économique. Le Semestre européen doit être complété par des instruments visant à remédier aux déséquilibres sociaux en introduisant un cadre de convergence sociale.

Nous soutenons l'achèvement de l'Union bancaire afin de protéger les contribuables des erreurs des banquiers. Nous soutenons également la mise en œuvre intégrale des normes de Bâle pour les banques, afin de garantir la résilience des banques de l'UE face aux turbulences nationales et internationales. Le secteur bancaire parallèle devrait être soumis aux mêmes niveaux de normes réglementaires et de surveillance. Les cryptomonnaies sont encore plus instables et prédatrices que la finance traditionnelle. Elles doivent être soumises à la même surveillance réglementaire et anti-blanchiment.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Réformer le cadre de gouvernance économique de l'UE pour stimuler la croissance et l'investissement public** pour éviter que les plans fiscaux et structurels n'entraînent une régression sociale, avec une clause sociale de «ne pas nuire de manière significative».
- **S'appuyer sur le succès de SURE pour en faire un instrument permanent** pour être prêts face aux crises à venir.
- **Intégrer pleinement le cadre de convergence sociale dans le Semestre européen**, en mettant les objectifs sociaux au même niveau que les objectifs économiques et environnementaux.
- **Mener à bien l'Union bancaire**, y compris le troisième pilier, et faire progresser l'Union des marchés des capitaux.





## 7. UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES CITOYENNES ET CITOYENS

**Nous voulons promouvoir le modèle européen d'économie sociale de marché.** Nous voulons créer un environnement qui soutienne les PME, les coopératives, les jeunes entreprises innovantes et les industries qui contribuent positivement aux transitions en tant qu'élément clé du tissu économique européen, avec un objectif indicatif d'un million de start-ups d'ici 2027, en encourageant en particulier l'entrepreneuriat féminin. Nous restons attachés à la mise en œuvre du plan d'action de la Commission pour l'économie sociale, qui adaptera le cadre réglementaire et améliorera la visibilité des entreprises de l'économie sociale tout en créant un environnement propice à l'essor de l'économie sociale, y compris l'accès nécessaire aux marchés et au financement.

La finance privée et les entreprises doivent servir nos objectifs publics. Nous devons certes mener à bien l'Union des marchés des capitaux (UMC) pour mobiliser les capitaux privés. Mais nous devons également introduire des normes écologiques claires et des exigences en matière de rapports pour éviter tout « greenwashing ». Le projet d'UMC doit profiter à tous en produisant de bons résultats pour les citoyennes et citoyens et leur épargne. La Commission européenne et le Système européen de supervision financière, y compris la Banque centrale européenne, doivent agir conjointement pour réorienter le système financier vers la réalisation de nos objectifs de transition en le rendant plus résilient face aux risques climatiques.



**Les entreprises doivent être tenues responsables de leurs activités tout au long de leur chaîne de valeur.** C'est à ces dernières qu'il incombe de prouver qu'elles respectent pleinement les normes internationales.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Renforcer les mesures pour orienter les investissements privés vers la transition écologique**, en veillant à ce que sa mise en œuvre n'aggrave pas les inégalités entre les régions.
- **Fixer des objectifs communs** pour les organismes publics, les entreprises, les gestionnaires de fonds et les fonds de pension afin qu'ils **se désengagent des combustibles fossiles et investissent dans des actifs verts**.
- **Lutter contre le « greenwashing »** en introduisant des normes minimales à l'échelle de l'UE pour les fonds d'investissement durables, et ce, afin d'éviter que des fonds d'investissement soient qualifiés d'écologiques alors qu'ils financent des activités économiques non durables.
- **Renforcer le mandat du Système européen de supervision financière** pour que le système financier contribue à la transition et renforce sa résilience face aux risques climatiques.
- **Adopter une directive ambitieuse sur le devoir de diligence des entreprises en matière de développement durable et un règlement sur le travail forcé** afin de responsabiliser les entreprises européennes face aux conditions sociales, aux droits humains et aux conditions environnementales tout au long de leur chaîne de valeur.
- **Mettre en œuvre le plan d'action pour l'économie sociale**.
- **Adopter des conditions sociales et d'égalité des genres dans les marchés publics**.
- **Soutenir les femmes dans l'économie**, en soutenant l'entrepreneuriat des femmes et les start-ups qu'elles créent.



## 8. JUSTICE FISCALE: VEILLER À CE QUE TOUS LES PARTICULIERS ET TOUTES LES ENTREPRISES PAIENT LEUR JUSTE PART

**Une fiscalité équitable et progressive est essentielle au bon fonctionnement des États-providence et à la lutte contre les inégalités. Ceux qui gagnent plus devraient contribuer davantage au bien commun, et non l'inverse.** Pour ce faire, les États membres doivent se coordonner et coopérer davantage en matière de fiscalité et de transparence financière, en veillant à la bonne mise en œuvre de la directive sur la déclaration pays par pays. Nos gouvernements ont obtenu l'accord OCDE/G20 sur l'imposition minimale des sociétés et nous poursuivons la lutte mondiale pour la justice fiscale, afin que les entreprises et les particuliers fortunés ne puissent pas se soustraire à l'impôt, ni l'éviter ou l'optimiser. Cet accord a bénéficié du soutien d'une grande majorité des États membres, mais sa mise en œuvre a été retardée par quelques États membres qui ont soulevé des différends sans rapport avec le sujet. Pour éviter les blocages par ces États membres et assurer une mise en œuvre plus harmonieuse, plusieurs mesures doivent être envisagées, y compris, mais sans s'y limiter, l'extension du vote à la majorité qualifiée dans certaines matières fiscales. **De nombreuses entreprises ont profité de l'instabilité des prix de l'énergie pour augmenter leurs marges bénéficiaires. Elles devraient être soumises à une taxation supplémentaire.** Il faut mettre un terme à cette «greedflation», qui consiste à faire exploser les bénéfices des entreprises et à répercuter les hausses de prix sur les consommateurs, diminuant dès lors leur pouvoir d'achat. Selon le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, **la hausse des bénéfices des entreprises explique presque la moitié de l'augmentation de l'inflation en Europe au cours des deux dernières années**, les entreprises ayant augmenté leurs prix de manière plus importante que la flambée des coûts de l'énergie importée. Dans l'UE, les 1% les plus riches détiennent 25% de l'ensemble des richesses.

**Les personnes extrêmement riches devraient également être mises à contribution par le biais d'une imposition supplémentaire et en veillant à ce que les revenus du capital ne soient pas moins taxés que les salaires.** Les politiques fiscales actuelles renforcent les préjugés sexistes, les inégalités et les rôles traditionnels des hommes et des femmes. Si la plupart des États membres ont aboli les réglementations fiscales qui établissent une distinction explicite entre les hommes et les femmes, les préjugés implicites sont encore

très répandus. Les politiques fiscales doivent pouvoir tenir compte de la dimension de genre

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Soutenir la mise en œuvre d'une taxation coordonnée des plus-values** dans les États membres de l'UE.
- **Répartir équitablement les richesses en taxant les plus fortunés grâce à une initiative de l'UE visant à soutenir la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune et d'un impôt sur les revenus les plus élevés** dans les États membres.
- **Soutenir le Parlement européen en demandant à la Commission européenne d'évaluer la faisabilité d'un droit d'accise sur le rachat d'actions** par les entreprises.
- **S'attaquer à l'inflation due aux bénéficiaires identifiée par le FMI et la BCE en continuant à soutenir le cadre européen de récupération des bénéficiaires exceptionnels des entreprises**, en particulier sur le marché de l'énergie.
- **Mettre un terme à la concurrence fiscale en harmonisant les bases de l'impôt sur les sociétés** conformément au processus en cours de l'OCDE et du G20, afin que les entreprises cessent d'exploiter les différentes législations de l'UE pour minimiser leur facture fiscale.
- **Poursuivre les efforts visant à instaurer une taxe sur les transactions financières en relançant le processus de coopération renforcée** afin de mettre en place une TTF dans le plus grand nombre possible d'États membres.
- **S'il n'est pas possible de parvenir à un accord mondial sur la réaffectation des droits d'imposition, mettre en œuvre un prélèvement au niveau du marché unique pour les multinationales opérant dans l'UE.**
- **Veiller à ce que l'application de la taxe sur la valeur ajoutée n'affecte pas les femmes de manière disproportionnée**, notamment en ce qui concerne les produits menstruels.
- **L'Europe a besoin d'un registre financier commun et d'une cellule de renseignement financier pour mieux lutter contre les flux financiers illicites** en améliorant la surveillance, la responsabilité financière et la répression des pratiques illicites. Nous soutenons la directive «Unshell», qui mettra fin aux sociétés qui ne servent qu'à échapper à l'impôt.
- **Introduire des obligations légales pour les entreprises habilitant l'évasion fiscale.** Nous devons aller plus loin en introduisant des sanctions pour les intermédiaires qui engrangent des bénéfices en aidant les grandes entreprises à échapper à l'impôt.
- **S'orienter vers l'extension du vote à la majorité qualifiée dans des domaines fiscaux spécifiques.**



## 9. QUALITÉ DE VIE DANS LES VILLES ET LES RÉGIONS

Des changements sont nécessaires aux niveaux mondial, continental et des États membres. Mais nombreux sont également ceux devant intervenir aux niveaux régional et local pour que le tout soit couronné de succès. **La question de la justice sociale et de la cohésion territoriale est indissociable de celle d'une transition équitable.** Nous avons besoin de solutions à long terme pour garantir que cette transition offre une modernisation industrielle, favorise la cohésion sociale, évite la délocalisation rurale, s'attaque à la dépopulation et à la fuite des talents, et encourage un mode de vie actif et sain. **Cette transition peut renforcer le bien-être et la longévité des générations à venir.** Chacun mérite une bonne qualité de vie, indépendamment de l'origine, de l'âge, de la situation de handicap, du genre ou de l'orientation sexuelle.

**L'Union européenne devrait faire preuve de solidarité grâce à une politique de cohésion forte, afin de soutenir les régions, les villes, les zones côtières, ultrapériphériques, faiblement peuplées et rurales dans le cadre de la transformation durable de nos sociétés.** Nous devons nous engager dans le débat sur l'avenir de la politique de cohésion, en nous appuyant sur les principes progressistes de la cohésion. **Nous devons mettre au point des solutions durables et abordables pour toutes et tous en matière d'urbanisme, de transports publics, de logement (dont le logement social), de services de soins, de bâtiments, d'énergie et d'espaces publics.** Nos populations doivent être en mesure de faire des choix éclairés pour contribuer activement à la lutte contre le changement climatique et la crise environnementale. Des outils tels que le nouveau cadre pour la mobilité urbaine, les initiatives «Donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique» et «Droit à la réparation» donnent aux citoyennes et citoyens la possibilité de devenir tant des acteurs que des bénéficiaires actifs de la transition écologique. En outre, des initiatives telles que le programme urbain pour l'UE et l'Agenda territorial de l'Union européenne peuvent fournir des orientations utiles pour la mise en œuvre des fonds aux niveaux local et régional.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Simplifier et flexibiliser les règles et les procédures de la politique de cohésion, renforcer l'approche centrée sur les lieux, maintenir une perspective à long terme des investissements, créer des synergies avec d'autres instruments et fonds existants et en tirer des enseignements.**

- **Veiller à ce que les États membres remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un financement.**
- **Fournir les fonds alloués à la politique de cohésion.** Afin d'assurer la mise en œuvre continue des projets et des programmes pour une Europe cohésive dans un contexte de coûts croissants, une compensation de l'inflation devrait être étudiée.
- **La politique de cohésion est l'une des politiques les plus réussies de l'UE. Elle promeut la convergence territoriale, le développement social et économique, l'égalité, et profite à ses citoyennes et citoyens, à ses régions, à ses États membres et à l'Union dans son ensemble. C'est la manifestation la plus visible de la solidarité européenne. Le prochain cadre financier pluriannuel doit garantir une politique de cohésion forte, tout en promouvant des mesures visant à soutenir l'utilisation efficace et complète des fonds disponibles.**
- **Renforcer le modèle de gouvernance à plusieurs niveaux** en impliquant davantage les acteurs locaux et régionaux dans les processus de prise de décision, car ils constituent le niveau de gouvernement le plus proche de la population.
- **Soutenir la mise en place d'une coopération administrative transfrontalière** et des infrastructures qui l'accompagnent, avec le financement d'INTERREG.
- **Introduire un Erasmus+ pour les fonctionnaires des États membres de l'UE.**
- **Le maintien d'un secteur culturel riche est un élément clé de la citoyenneté et de la garantie de la diversité culturelle européenne en tant que valeur fondamentale de l'UE.**
- **Soutenir les mesures qui renforcent le rôle des autorités locales et régionales** dans la mise en œuvre des politiques qui améliorent la vie de toutes et tous et favorisent la cohésion entre les villes et les communautés.
- **Introduire de nouvelles dimensions au concept de «validation rurale»,** telles que l'impact démographique, la création d'emplois, le cadre éducatif et l'impact sur l'égalité des genres, afin de mieux prendre en compte la réalité des zones rurales dans les politiques de l'UE.
- **Aider les autorités régionales et locales** à renforcer et à mettre en place **des transports publics durables et abordables,** en étudiant les possibilités de gratuité pour des groupes cibles tels que les jeunes, les personnes âgées et les familles à faible revenu.



**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

**PES**  
SOCIALISTS &  
DEMOCRATS





## 10. DES LOGEMENTS ABORDABLES ET DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS

**Notre famille politique lutte contre le sans-abrisme et défend farouchement le droit au logement.** Pour un trop grand nombre d'Européennes et Européens, trouver un logement décent et abordable est un problème majeur. **Nous demandons un plan européen pour le logement abordable** qui soutiendrait la construction de nouveaux logements abordables et la rénovation du parc de logements existants. Nous plaçons également en faveur d'une réforme des règles relatives aux aides d'État afin de permettre aux autorités nationales et locales d'investir davantage dans le logement public. Nous devons protéger les locataires et promouvoir le principe de bonne gouvernance à tous les niveaux et pour toutes les réglementations dans le domaine du logement. Les personnes les plus en difficulté sur le marché du logement, notamment les jeunes et les personnes âgées, doivent être particulièrement soutenues. Notre famille politique a défendu la Vague de rénovations et l'Initiative en faveur du logement abordable. Nous voulons également garantir une approche équilibrée des mesures relatives aux locations de courte durée.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Introduire un plan européen pour le logement abordable** qui réforme les règles relatives aux aides d'État afin de permettre aux autorités nationales et locales d'investir davantage dans le logement public. En particulier, la révision de la directive sur les services d'intérêt économique général en vue d'élargir la définition du logement social pour permettre la mise en œuvre d'objectifs de durabilité tels que la mixité sociale et la cohésion sociale.
- **Soutenir la Vague de rénovations et le «New European Bauhaus»** en tant qu'éléments clés de la transition écologique par des investissements publics importants dans la rénovation et la construction à haute efficacité énergétique.
- **Saisir l'opportunité de la transition écologique et de la Vague de rénovations pour renforcer la sécurité des bâtiments.** Élaborer une stratégie de sécurité incendie domestique à l'échelle de l'UE qui réponde aux objectifs du Pacte vert et qui protège les populations les plus vulnérables.
- **Introduire une définition européenne des zones vulnérables à la pauvreté énergétique**, les localiser par un audit du parc immobilier européen et prendre des mesures

ciblées dans ces zones.

- **Introduire des politiques anti-spéculatives** ciblant la croissance explosive des locations d'appartements à court terme et l'accumulation de biens immobiliers détenus par des fonds d'investissement et des fonds vauvours.
- **Aider les villes à établir et à mettre en œuvre l'approche du «Logement d'abord»** et en garantir le financement.
- **Introduire et mieux prendre en compte des critères qualitatifs** spécifiques allant au-delà de l'offre financière **lors des appels d'offres pour les projets de logements publics.**
- **Introduire des réglementations plus strictes pour empêcher que des logements soient laissés vacants** et éviter la privatisation des logements publics ou sociaux.
- **Inclure des indicateurs sur le logement abordable et de qualité dans le Semestre européen.**
- **Promouvoir la construction d'au moins 30% de logements abordables pour les personnes à faible revenu** et de 30% de logements abordables pour les personnes à revenu moyen.





## 11. DES SOINS DE QUALITÉ ABORDABLES ET ACCESSIBLES ET DES SOINS DE SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS

Les soins et l'aide à la personne doivent être des valeurs fondamentales de notre société. **L'accès aux soins de santé, la prévention et le dépistage précoce des maladies sont des éléments fondamentaux de notre modèle de société. C'est aussi l'une des principales préoccupations de nos populations.** La COVID-19 a mis en évidence les grandes disparités existantes entre les systèmes de santé européens et a démontré la nécessité d'offrir à toutes et tous des soins de santé de qualité, bien financés et de haut niveau. En tant que socialistes et démocrates, **nous reconnaissons en outre le rôle vital des travailleuses et travailleurs de la santé et plaçons en faveur de conditions de travail équitables, de salaires décents et d'une robuste protection du travail.**

La crise liée à la COVID-19 a démontré que l'UE est un acteur crucial dans les crises sanitaires transfrontalières. Les autorités sanitaires de l'UE ont travaillé de manière solidaire. Cette réaction était sans précédent et a garanti les meilleures chances de réussite, notamment en proposant des vaccins à toutes et à tous. Cette action collective reste importante, car l'UE continue d'être confrontée à de nouvelles situations d'urgence, telles que la guerre, l'inflation, les catastrophes naturelles et le changement climatique. Mais elle doit aussi faire face à des perturbations de plus en plus graves dans l'approvisionnement en médicaments et en produits de santé, aux risques générés par de nouveaux agents pathogènes à potentiel pandémique et à des niveaux croissants de résistance aux antimicrobiens. **L'UE devrait donc renforcer ses systèmes de préparation et de réaction aux urgences sanitaires.**

Des soins de santé de qualité doivent être abordables et accessibles à toutes et à tous. **Nous encourageons l'approche «One Health» et le recours à l'Union européenne de la santé en complément aux systèmes de santé nationaux.** Nous rappelons que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence des lacunes et des possibilités d'amélioration, notamment en ce qui concerne le personnel de santé ainsi que la disponibilité et l'accessibilité financière des médicaments. Une collaboration au niveau de l'UE peut aider à prévenir de tels problèmes à l'avenir. Il est également grand temps d'assurer une tarification équitable, ainsi que la transparence et l'égalité d'accès aux médicaments, tout en

soutenant l'innovation dans le secteur. Nous devons agir de manière coordonnée. La Commission européenne devrait intervenir dans la coordination des achats volontaires conjoints de traitements, de matériels et d'équipements, y compris en dehors des temps de crises.

Il est grand temps de mettre la santé mentale à l'ordre du jour. Nous devons mettre en œuvre une stratégie européenne en matière de santé mentale, promouvoir une approche préventive, identifier les ressources et les besoins, lutter contre la stigmatisation, élever les normes et diffuser les meilleures pratiques. Une attention particulière doit être accordée à celles et ceux qui sont affectés de manière disproportionnée par les problèmes de santé mentale, tels que les jeunes, les personnes âgées et les femmes.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- *Soutenir les mesures visant à donner la priorité et à établir des **soins de santé et des traitements de qualité abordables pour toutes et tous** en mettant en œuvre le principe 16 du socle européen des droits sociaux qui accorde à «toute personne [...] le droit d'accéder en temps utile à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité». En outre, poursuivre une réforme ambitieuse de la législation pharmaceutique de l'UE en plaçant l'accès, le caractère abordable et la durabilité environnementale au centre des préoccupations.*
- *Moderniser le cadre européen pour le **soutien et l'organisation des professions de santé**, notamment en révisant la directive sur les qualifications professionnelles et en élaborant une stratégie de lutte contre la fuite des cerveaux médicaux en Europe afin de permettre une cohésion territoriale dans l'accès aux soins de santé.*
- *Accroître les investissements dans les soins de santé **publics**, tant dans les zones urbaines que rurales où ils sont nécessaires, afin de garantir l'accès à des soins de santé de qualité en tous lieux.*
- *Renforcer l'action de l'UE dans le domaine des **maladies non transmissibles ou chroniques**, y compris la mise en œuvre du plan européen pour vaincre le cancer.*
- *Promouvoir l'**augmentation du nombre de médecins par habitant** et faciliter l'accès aux consultations.*
- *Exploiter pleinement les compétences partagées de l'UE et de ses États membres sur certains aspects de la santé publique. Pour mieux se préparer aux futures pandémies, **améliorer le cadre de gouvernance des urgences sanitaires***



*de l'UE et inclure l'Union européenne de la santé dans une future révision du traité, tout en continuant à respecter les systèmes de santé à titre de compétence nationale.*

- **Éviter totalement ou réduire au minimum les «tickets modérateurs» pour les patients.**
- Stimuler et **investir dans la recherche médicale spécifique au genre.**
- **Réformer les incitatifs publics à la recherche médicale** et à l'innovation afin de mieux répondre aux besoins médicaux les plus importants de nos patients et de la société.
- Mettre en œuvre **des modèles de prix équitables et transparents pour les médicaments en Europe.**
- Poursuivre **l'achat conjoint volontaire de médicaments** et d'équipements médicaux, avec l'aide de la Commission européenne.
- La résistance aux antimicrobiens est l'une des plus grandes menaces pour la santé mondiale. **Nous devons veiller à une utilisation prudente des antibiotiques dans l'intérêt de toute la société**, et ce, grâce à un plan d'action global de l'UE accompagné d'une liste européenne plus ambitieuse d'antibiotiques spécifiquement réservés à l'usage humain, ainsi qu'un meilleur suivi, une meilleure communication et une meilleure éducation dans les États membres de l'UE.
- **Mettre en œuvre une stratégie européenne en matière de santé mentale** misant sur une approche préventive.
- **Élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales en matière de santé mentale** dans chaque État membre de l'UE.
- **Promouvoir le principe de la «santé dans toutes les politiques»** dans tous les établissements publics tels que les écoles ainsi que, entre autres, dans les domaines du sport, de l'agriculture et de l'urbanisme.
- Donner la **priorité à l'accès à des médicaments de qualité** et les rendre **abordables**, et améliorer la durabilité environnementale de la production.





## 12. SOUTENIR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

**Les services publics sont les actifs de ceux qui en sont dépourvus.** Ils sont essentiels pour l'ensemble de nos populations et constituent un élément crucial de notre société. Nous voulons des services publics et des services sociaux bien financés, ceux-ci étant essentiels pour rendre nos sociétés plus égales, plus fortes et plus résistantes, en particulier en temps de crise. Nous continuerons à faire pression pour que les investissements profitent à toutes et à tous et permettent une redistribution des richesses. **L'UE doit soutenir ce renforcement de l'État-providence.**

Les services d'intérêt général sont des éléments essentiels de l'économie sociale de marché de l'UE et contribuent à la vie quotidienne, au confort et à la sécurité de la population et des entreprises. La politique de concurrence et les règles relatives aux aides d'État doivent être du côté des citoyennes et citoyens, et non des intérêts des entreprises. Elles ne doivent pas entraver les alternatives publiques et non lucratives à la marchandisation des services publics.

Les autorités publiques aux niveaux local, national et européen ont également un rôle clé à jouer dans la promotion d'emplois de qualité en Europe. Ils doivent promouvoir la négociation collective, le respect des droits syndicaux et garantir des conditions de travail décentes, une rémunération équitable et des contrats stables. En tant qu'acheteurs de biens et de services privés, ils exercent une forte

influence sur les entreprises privées. Les marchés publics doivent être utilisés à bon escient avec un renforcement des clauses sociales. Nous ne pouvons accepter que l'argent public vienne soutenir un nivellement par le bas.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Garantir l'accès universel à des services publics et essentiels de qualité et abordables** et en faire une priorité européenne absolue.
- **Soutenir la numérisation des services sociaux, là où c'est nécessaire. Maintenir l'accès aux services sociaux hors ligne.**
- **Veiller à ce que tous les marchés publics contiennent des clauses environnementales, sociales et qualitatives contraignantes, y compris en matière de négociation collective. Aucun financement public ne doit être accordé à une entreprise qui ne respecte pas des normes sociales élevées, des conditions de travail décentes et les droits des travailleuses et travailleurs et des syndicats.**
- **Garantir l'accès aux services d'intérêt général et économique en révisant le règlement de minimis et la directive sur les services d'intérêt économique général.**
- **Continuer à investir dans les services publics** et veiller à ce qu'ils aient les moyens de remplir leur mission.







## II. PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

---

Depuis toujours, défendre la démocratie est à la base même de notre mouvement politique. **La lutte contre les dictatures et les autocraties, la promotion de toutes les formes d'égalité et l'égalité de toutes et tous est le moteur de notre action politique.** Aujourd'hui, la famille socialiste et sociale-démocrate doit se mobiliser pour défendre des valeurs fondamentales qui devraient être considérées comme acquises, mais font cependant l'objet de menaces directes et indirectes. Nous constatons le mépris de l'État de droit par certains gouvernements européens de droite, un véritable retour en arrière contre les droits des femmes et les droits de la communauté LGBTI, ainsi que la volonté de certains pouvoirs conservateurs de se débarrasser de la responsabilité historique d'empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir. Sur le plan international, l'invasion russe de l'Ukraine est un défi direct à l'ordre international qui doit être fondé sur le respect de la souveraineté, les accords multilatéraux et le droit à l'autodétermination. Dans le même temps, l'évolution de notre monde génère certes de nouvelles ouvertures, mais aussi de nouvelles menaces au bon fonctionnement des sociétés démocratiques. Le rôle, la liberté et l'indépendance des médias, ou l'avenir des médias sociaux et la réglementation de l'intelligence artificielle sont des domaines essentiels où la politique doit intervenir pour garantir la pluralité et la liberté en tant qu'éléments clés de la démocratie du 21<sup>e</sup> siècle. Les objectifs suivants constituent notre ligne directrice pour une défense forte de la démocratie, en Europe et à l'étranger:



### 13. DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT

Nous avons vu l'État de droit, la liberté des médias et les droits fondamentaux gravement remis en question. La montée de l'extrême droite entraîne des attaques contre les droits des femmes, de la communauté LGBTI, des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés. **Nous devons protéger les droits des plus vulnérables. Ces derniers sont les plus touchés par l'extrême droite et ses politiques.** Nous devons protéger l'indépendance des systèmes judiciaires et des juges, le droit de chacun à un procès équitable, les ONG et les militants, ainsi que la liberté d'expression et la liberté de la presse. **Le mécanisme de conditionnalité de l'État de droit doit être appliqué de manière exhaustive et résolue.** Toute décision de lever une mesure dans le cadre du mécanisme doit être fondée sur une preuve fiable que l'État membre visé a corrigé en profondeur les lacunes systématiques détectées. **L'octroi de fonds européens aux États membres doit toujours être subordonné au respect intégral des valeurs démocratiques et humaines fondamentales** sur lesquelles nous nous sommes tous mis d'accord, ainsi qu'à l'application de politiques efficaces de lutte contre la corruption. En outre, nous devons doter la Commission européenne d'outils plus efficaces pour préserver notre démocratie et renforcer le rôle démocratique du Parlement européen, en allant vers le droit d'initiative.

**Le PSE condamne le rapprochement de certains partis de la droite traditionnelle et des libéraux avec l'extrême droite,** ainsi que leur volonté de travailler avec eux à tous les niveaux. Nous devons lutter contre la normalisation de l'extrême droite, qui contribue à son ascension et à son accès au gouvernement. Cette normalisation est également alimentée par les partis traditionnels de droite qui adoptent de plus en plus un discours et des politiques d'extrême droite, participant à leur diffusion dans la société. Par ailleurs, plusieurs mouvements d'extrême droite responsables du blocage du développement du projet européen sont particulièrement proches des intérêts exprimés par la Russie et sa guerre illégale contre l'Ukraine.

**Nous encourageons la participation de la société civile à l'élaboration de l'avenir de notre société et condamnons tous les gouvernements et mouvements qui menacent non seulement les ONG et les militants, mais aussi les journalistes et les lanceurs d'alerte** qui jouent leur rôle. La liberté et le pluralisme des médias sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,

car ils constituent un pilier essentiel de toute démocratie. **Nous nous battons pour préserver et promouvoir le pluralisme et l'indépendance des médias.** Dans ce contexte, l'adoption d'une législation européenne sur la liberté des médias (EMFA) forte est cruciale. Nous considérons que les procédures judiciaires abusives visant à réduire au silence les journalistes, les défenseurs des droits humains, les universitaires et toute personne effectuant des actes de participation publique sont inacceptables. Nous soutenons donc pleinement la proposition de directive anti-SLAPP (poursuite stratégique altérant le débat public), une autre des réalisations de notre famille politique. En même temps, il est clair que nous devons établir des règles précises pour garantir que les médias sociaux jouent un rôle constructif et non pas destructeur pour la démocratie. Les intérêts commerciaux étroits des grandes entreprises technologiques ne peuvent pas être autorisés à saper la démocratie. En outre, il est essentiel que des garanties solides soient mises en place pour prévenir toute ingérence étrangère malveillante et tout abus. Nous sommes impatients d'examiner la proposition de la Commission européenne sur le train de mesures de défense de la démocratie. Ce dernier devrait définir une stratégie globale sur ce sujet avant les élections européennes de 2024.

**En tant que socialistes et démocrates, nous pensons que la transparence, la responsabilité et l'intégrité sont des principes essentiels au sein des institutions européennes.** Les comportements individuels contraires à l'éthique doivent être prévenus, poursuivis et condamnés, car ils nuisent à la crédibilité de l'Union dans son ensemble et constituent une menace pour la démocratie et la confiance du public. Si nous voulons empêcher l'extrême droite et d'autres mouvements réactionnaires de chercher à saper nos principes, nos valeurs et nos institutions, il est donc de la plus haute importance de renforcer la confiance dans le processus décisionnel et la démocratie de l'Union.

**La démocratie est la pierre angulaire sur laquelle repose l'UE et, sans elle, aucune société ne peut être pleinement inclusive, libre et égale.** Nous voulons promouvoir la démocratie et la citoyenneté active aux niveaux local, régional, national et européen. Il est important que notre démocratie prenne en compte et représente toutes les voix dans notre société. La participation et la représentation politiques doivent donc être pleinement accessibles et inclusives. Les sociétés démocratiques doivent donner la parole à tous leurs membres, non seulement en période électorale, mais aussi en procurant constamment des moyens d'action dans le cadre de consultations pertinentes et de mécanismes tels que les budgets participatifs aux niveaux national et local.



PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Soutenir la pleine exploitation du traité de Lisbonne** afin de garantir la meilleure exécution des politiques européennes et d'améliorer le processus décisionnel de l'UE, y compris l'activation des clauses passerelles pour étendre le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil.
- **Soutenir la mise en œuvre complète et en temps voulu du mécanisme de conditionnalité de l'État de droit**, ainsi que d'autres outils et mécanismes visant à protéger les intérêts financiers de l'UE.
- **Soutenir l'application intégrale et conséquente de délais clairs pour les recommandations du rapport annuel de la Commission européenne sur l'État de droit** et établir des liens clairs entre le rapport et les autres outils de l'État de droit qui pourraient être déclenchés si les États membres ignorent les recommandations: qu'il s'agisse de la procédure de l'article 7, des procédures d'infraction ou du mécanisme de conditionnalité.
- **Réformer la procédure de l'article 7**, en veillant à ce que la Commission et les États membres puissent agir plus rapidement en cas d'atteintes graves à la démocratie, à l'État de droit et aux droits fondamentaux dans les États membres de l'UE.
- **Lutter contre la normalisation des partis et du discours d'extrême droite. Continuer à défendre un «cordon sanitaire»** formé par les groupes politiques démocratiques et pro-UE au Parlement européen contre les partis d'extrême droite en créant notre propre discours progressiste.
- **Remédier à la négligence territoriale** (qui engendre une géographie du mécontentement et la montée de l'extrême droite) par des solutions locales visant à ouvrir des perspectives à toutes et à tous, en plus d'investir dans l'innovation **au niveau local** et de promouvoir une plus grande implication des pouvoirs publics au niveau local et régional.
- **S'attaquer aux inégalités économiques et à l'insécurité**, qui sont connues pour entraîner une perte de confiance dans le système et les partis démocratiques et pour pousser les électeurs vers les partis d'extrême droite.
- **Doter la Commission européenne d'outils plus efficaces** pour préserver notre démocratie et jouer un rôle moteur pour que le prochain train de mesures de défense de la démocratie soit cohérent avec les valeurs sociales-démocrates.
- **Promouvoir des exercices de citoyenneté active et participative** en reconnaissant la valeur du partenariat et de l'implication avec la société civile à tous les niveaux et dans toutes les institutions.



- **Protéger les journalistes, les lanceurs d'alerte, les militants de la société civile ainsi que la liberté des médias.** Soutenir pleinement la proposition de directive anti-SLAPP (poursuite stratégique altérant le débat public).
- **Fixer des règles claires sur le fonctionnement des médias sociaux**, notamment pour éviter la diffusion de fausses nouvelles malveillantes.
- **Prendre des mesures de protection actives contre l'ingérence étrangère dans les médias critiques**, en intensifiant l'action auprès des plateformes de médias sociaux pour améliorer les algorithmes résistants à la désinformation, en créant des programmes efficaces d'alphabétisation numérique et médiatique qui renforcent la résistance du public à la désinformation, et en soutenant les sanctions à l'encontre des grandes entreprises technologiques incapables de contrer le problème.
- **Adopter une législation européenne sur la liberté des médias (EMFA) forte** afin de protéger le pluralisme et l'indépendance des médias au sein de l'UE.
- **Inverser la tendance au rétrécissement de l'espace civique** dans l'UE en renforçant la reconnaissance, la protection et l'implication des acteurs de la société civile.
- **Encourager les institutions de l'UE à renforcer et harmoniser leurs cadres d'éthique et d'intégrité**, notamment en assurant un suivi, une surveillance et une application efficaces.
- **Accroître la transparence et le contrôle démocratique de l'utilisation des fonds de l'UE**, enquêter et poursuivre les personnes et les organisations coupables de fraude aux fonds de l'UE avec le soutien du Parquet européen et de l'OLAF, ceux-ci devant être dotés des pouvoirs nécessaires et de ressources humaines et financières suffisantes.



**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**





## 14. UNE EUROPE SANS DISCRIMINATION, OÙ CHACUN EST TRAITÉ SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

**L'Europe ne peut se dérober lorsqu'il s'agit de défendre les droits humains.** Nous constatons de plus en plus de réactions négatives et de résistance à l'égard de l'égalité des genres, des droits des femmes et des droits des LGBTI en Europe. Ces attaques sont intrinsèquement liées à la dé-démocratisation et sapent les valeurs européennes et les droits fondamentaux. Le PSE demande la mise en œuvre d'une Charte européenne des droits de la femme qui prenne en compte les inégalités intersectionnelles auxquelles les femmes sont confrontées dans toute leur diversité et qui garantisse également que les droits des femmes ne puissent jamais être révoqués.

**Quel que soit le niveau, les femmes doivent participer sur un pied d'égalité à la prise de décision, aux négociations et aux solutions. Le combat féministe est au cœur de notre famille politique.** Le PSE est pleinement engagé dans l'objectif de développement durable visant à atteindre l'égalité totale des genres d'ici 2030. Nous sommes à l'origine de la stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 et de la stratégie européenne en matière de soins. Nous sommes fiers qu'après dix ans de lutte, notre famille ait obtenu l'adoption de la directive relative à la présence des femmes dans les conseils d'administration, ait poussé à l'adoption d'une directive forte sur la transparence des rémunérations et ait plaidé pour l'adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul. L'UE est encore loin d'être l'Union de l'égalité que nous souhaitons. Nous devons combler le fossé entre les genres dans les soins, afin de remédier à la féminisation et à la sous-évaluation aiguë des soins informels. Nous devons faire du modèle «à soignant égal, salaire égal» une réalité. Il est impératif que les femmes et les autres personnes qui prodiguent des soins soient reconnues à leur juste valeur. Nous avons besoin d'une économie européenne féministe qui ne renforce pas les préjugés sexistes existants, mais qui s'attaque à toutes les formes de discrimination. Reconnaître la valeur de l'économie des soins est un pas de plus pour combler les écarts de rémunération et de pension entre les genres, ainsi que les inégalités sur le marché du travail.

**L'égalité des genres est une question transversale qui devrait être prise en compte dès le début et mise en œuvre de manière continue dans tous les processus d'élaboration des politiques.** Pour atteindre nos objectifs d'une économie européenne féministe, l'intégration de la dimension de genre, la budgétisation sensible au genre et les évaluations de l'impact sur le genre devraient être prises en compte dans chaque décision financière au niveau européen et national, y compris dans le cadre financier pluriannuel, en particulier dans les transitions économiques, ainsi que dans la réaffectation des fonds de l'UE pour promouvoir les mesures en faveur de l'égalité des genres. Nous faisons pression pour que l'UE établisse une configuration formelle du Conseil pour l'égalité des genres, la diversité et la lutte contre les discriminations et pour qu'elle adopte une politique étrangère féministe intersectionnelle.

**Nous nous efforcerons de débloquer la directive anti-discrimination au sein du Conseil afin de garantir que l'UE offre une protection complète contre la discrimination dans tous les domaines de la vie,** indépendamment du genre, de l'origine raciale ou ethnique, de la religion ou des croyances, de la situation de handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle d'une personne. Le racisme et les autres formes de discrimination restent un problème réel dans nos sociétés, et nous continuerons à lutter pour des sociétés ouvertes et inclusives. **La diversité fait partie de la richesse de notre continent.**

Dans une Union de l'égalité, la santé et les droits sexuels et reproductifs, y compris le droit à un avortement gratuit, sûr et légal et la disponibilité d'une contraception gratuite, sûre et moderne, doivent être une réalité pour chaque personne dans l'UE. Il ne s'agit en effet pas seulement d'une question de soins de santé, mais aussi de droits fondamentaux. **Nous voulons inclure le droit à l'avortement gratuit, sûr et légal dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE.** En outre, nous voulons faire de l'éducation complète à la sexualité et aux relations un droit. Nous voulons un accès facile, légal, sûr et abordable à la contraception, à l'avortement et à l'hygiène menstruelle. Ces droits doivent être également étendus à la communauté LGBTI, car toute discrimination fondée sur l'orientation ou l'identité sexuelle n'a pas sa place dans une démocratie.



## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Débloquer la directive anti-discrimination** au sein du Conseil à titre d'outil de lutte contre le racisme et la discrimination.
- **Renforcer les organismes de promotion de l'égalité et les syndicats** afin de lutter efficacement contre la discrimination structurelle, notamment par le biais de recours collectifs.
- Prendre des mesures pour **combler les écarts de rémunération et de pension entre les genres** en transposant intégralement dans le droit national la directive relative à la présence des femmes dans les conseils d'administration, la directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et la directive sur la transparence des rémunérations, ainsi que suivre de près les rapports de mise en œuvre.
- **Mettre en œuvre et renforcer la stratégie européenne en matière de soins en vue d'un «pacte de soins pour l'Europe» holistique.**
- **Lutter contre les stéréotypes de genre et la montée des mouvements anti-«idéologie du genre» anti-«féministes», anti-LGBTI** qui sapent et résistent à l'égalité des genres, aux droits des femmes et aux droits des LGBTI, en prenant toutes les mesures nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre une Charte européenne des droits de la femme.
- **Veiller à ce que les engagements en matière d'égalité des genres figurant dans les plans nationaux de redressement et de résilience soient pleinement mis en œuvre.**
- Lutter pour **que la santé et les droits sexuels et reproductifs soient pleinement respectés.**
- **Inclure le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE.**
- Garantissant un **accès facile, légal, sûr et abordable à la contraception, à l'hygiène menstruelle et aux soins liés à l'avortement** et à la ménopause.
- Tous les jeunes en Europe devraient avoir accès à une **éducation sexuelle obligatoire, adaptée à leur âge, scientifique et complète, y compris sur les relations sexuelles saines** et les programmes d'intervention précoce qui éduquent sur la divulgation de données personnelles, la porno-vengeance et le matériel pornographique relevant de l'exploitation.
- **Lutter pour la protection des droits des LGBTI partout**, en mettant en œuvre la stratégie pour l'égalité des LGBTI.
- **Adopter le règlement sur la reconnaissance de la parentalité** visant à renforcer les droits des enfants dans les situations transfrontalières, ce qui est particulièrement important pour les familles arc-en-ciel.
- **Mettre en œuvre la stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030.** Pour soutenir les personnes en situation de handicap et leurs familles, toutes les politiques et pratiques doivent intégrer la dimension du handicap.
- **Introduire le projet ambitieux d'une carte d'invalidité à l'échelle de l'UE**, qui garantirait de fait la libre circulation des personnes en situation de handicap.
- **Mettre en œuvre l'évaluation de l'impact sur le genre, l'intégration de la dimension de genre et la budgétisation sensible au genre** dans toutes les politiques et la gouvernance européennes, y compris les transitions économiques telles que les transitions écologique et numérique.
- **Créer une configuration formelle et permanente du Conseil pour l'égalité des genres, la diversité et la lutte contre les discriminations**, et adopter **une politique étrangère féministe intersectionnelle.**
- Intégrer la **budgétisation sensible au genre dans le futur CFP 2027-2033.**
- **Évaluer pleinement la stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025** et intégrer les résultats dans une **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 2.0 pour 2025-2030**, qui inclurait un budget spécifique.
- **Évaluer pleinement la stratégie LGBTI 2020-2025 et intégrer les résultats dans une stratégie LGBTI 2.0 pour 2025-2030.**
- **Renforcer l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.**
- **Garantir la parité hommes-femmes au sein du collège des commissaires, ainsi que la présence d'une ou d'un commissaire responsable de l'égalité des genres.**



## 15. ÉRADICUER LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

Dans le cadre de la stratégie européenne en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, **nous ferons pression pour l'éradication de la violence fondée sur le genre à tous les âges grâce à des outils tels que la directive européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, et en ajoutant la violence fondée sur le genre à la liste des crimes de l'UE.** Nous suivrons de près la ratification rapide et complète de la Convention d'Istanbul par l'UE et continuerons à plaider en faveur de la ratification de la Convention d'Istanbul par tous les États membres de l'UE et les pays du monde entier. L'UE doit mettre en place un cadre spécifique pour lutter contre la violence en ligne et la cybercriminalité, car elles limitent le droit des femmes à s'exprimer sur un pied d'égalité, librement et sans crainte. Nous ferons pression pour que des cadres spécifiques protègent les femmes de tous âges contre le harcèlement sexuel, l'exploitation sexuelle, la violence en ligne, y compris la divulgation de données personnelles, la porno-vengeance, le cyberharcèlement ou les comportements menaçants.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Lutter contre la violence fondée sur le genre en adoptant un cadre juridique complet** couvrant l'ensemble des formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Adopter une directive spécifique et renforcée sur la violence à l'égard des femmes et la violence domestique qui inclut une définition du viol fondée sur le consentement et des dispositions qui criminalisent toutes les formes d'abus sexuels (y compris verbaux et non physiques) et de violence en ligne à l'égard des femmes et des filles.
- **Étendre la liste des crimes de l'UE** conformément à l'article 83 (1) du TFUE afin d'introduire dans toute l'UE une législation sur le viol et l'agression sexuelle fondée sur le consentement, qui suive une approche du «seul oui veut dire oui».
- **Établir une définition européenne unifiée du féminicide** et améliorer la collecte de données sur cette question et sur la violence fondée sur le genre au niveau national et européen.

- **Mettre en œuvre une directive spécifique pour lutter contre la violence en ligne et la cyberviolence** à l'encontre des femmes et des jeunes filles.
- Appeler à la **ratification et à l'adhésion de l'UE à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et à la Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail.**
- Introduire une **formation obligatoire à la prévention de la violence fondée sur le genre** et à la sensibilisation pour les services de secours.
- Surveiller la **ratification de la Convention d'Istanbul par l'UE** et promouvoir la ratification de la Convention d'Istanbul par tous les États membres de l'UE.
- **Reconnaître le discours et les crimes de haine comme une forme de violence en ajoutant le discours et les crimes de haine, y compris ceux commis contre les femmes et les filles, à la liste des crimes de l'UE.**
- **Comblent les lacunes de la législation contre les discriminations et les crimes de haine** afin de couvrir de manière adéquate l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles.
- Introduire et soutenir des **programmes de prévention basés sur l'éducation dans l'éducation de la petite enfance, les écoles et les universités**, afin de lutter contre la violence de genre.





## 16. UNE EUROPE AU SERVICE DE SES JEUNES ET DE SES ENFANTS

Nous avons fait des générations futures une priorité en mettant sur les rails la garantie européenne pour l'enfance et en renforçant la garantie européenne pour la jeunesse, afin de veiller à la disponibilité d'offres d'emploi et d'éducation de qualité pour tous les jeunes de l'UE, y compris celles et ceux ne travaillant pas ou ne suivant pas d'études ou de formation (NEET). Nous continuerons à nous battre pour l'égalité d'accès à des services d'éducation et d'accueil de la petite enfance de qualité et inclusifs pour tous les enfants en Europe, pour des écoles bien financées et inclusives, pour de meilleures conditions de travail pour les soignants, les éducateurs et les enseignants, et pour réduire le chômage des jeunes, car nous croyons fermement au pouvoir transformateur de l'éducation. Une éducation gratuite et de qualité à tous les niveaux et avec le soutien financier nécessaire doit être accessible à toutes et à tous, afin de réduire le décrochage scolaire et le chômage des jeunes. Nous appelons à une mise en œuvre efficace et ciblée de l'espace européen de l'éducation d'ici 2025, notamment par la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes afin de rendre l'éducation et l'emploi accessibles au-delà des frontières. Nous nous battons en outre pour la reconnaissance des expériences d'apprentissage informel, ainsi que pour le renforcement des structures du travail de jeunesse. En outre, nous en appelons à la création d'un cadre juridique européen autorisant uniquement les stages rémunérés. Cela devrait tenir compte des spécificités de chaque État membre et du principe de subsidiarité. Chacun mérite une rémunération équitable pour son travail. En outre, l'âge est une question transversale et les politiques doivent donc répondre aux besoins des jeunes et de toutes les générations. **Nous devons veiller à ce que les jeunes générations puissent toujours avoir un meilleur avenir que leurs parents afin de garantir l'équité intergénérationnelle et le progrès social.**

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- Soutenir l'appel du Parlement européen, lancé par le Groupe S&D, à **allouer au moins 20 milliards d'euros de financement à la garantie européenne pour l'enfance** et à promouvoir des objectifs plus ambitieux en matière de réduction de la pauvreté infantile.
- Promouvoir l'**introduction de normes de qualité contraignantes pour les offres relevant de la garantie pour la jeunesse**, y compris une rémunération équitable et l'accès à la protection sociale.
- Promouvoir la **prolongation du financement de la garantie pour la jeunesse**.
- **Promouvoir et investir de manière décisive dans un enseignement et une formation professionnels (EFP) inclusifs et accessibles, ainsi que dans leur attractivité et leur visibilité.**
- **Tous les stages et apprentissages sur le marché du travail ouvert doivent être rémunérés et les pratiques d'exploitation doivent être bannies. Une initiative législative de l'UE sur les stages de qualité, en tenant compte des spécificités nationales et du principe de subsidiarité, bénéficiera à des millions de jeunes dans toute l'Europe.**
- S'engager sur **des objectifs et des mesures clairs pour assurer d'ici 2025 la mise en œuvre effective de l'espace européen de l'éducation**, tels que la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes dans l'ensemble de l'UE.
- Veiller également à la **reconnaissance des expériences d'apprentissage informel et du travail de jeunesse**. Élargir Erasmus+ afin qu'il inclue un grand nombre d'étudiantes et étudiants de tous les niveaux et de tous les types d'enseignement, en mettant l'accent sur les jeunes issus de milieux défavorisés.
- **Introduire un «Erasmus vert»** pour sensibiliser aux emplois verts. Faciliter l'accès des jeunes aux emplois verts en élaborant, avec les partenaires sociaux, des stratégies en matière d'éducation et de compétences et des politiques actives du marché du travail.
- **Introduire l'enseignement d'au moins deux langues étrangères** dès la petite enfance.
- Garantir à chacun les **moyens et les connaissances nécessaires pour accéder aux services numériques**.
- **Appeler à un renforcement du programme européen de dialogue en faveur de la jeunesse** afin de garantir que les jeunes et les décideurs échangent et coopèrent entre eux, tout en ouvrant de nouvelles voies pour la participation des jeunes.



**PES**

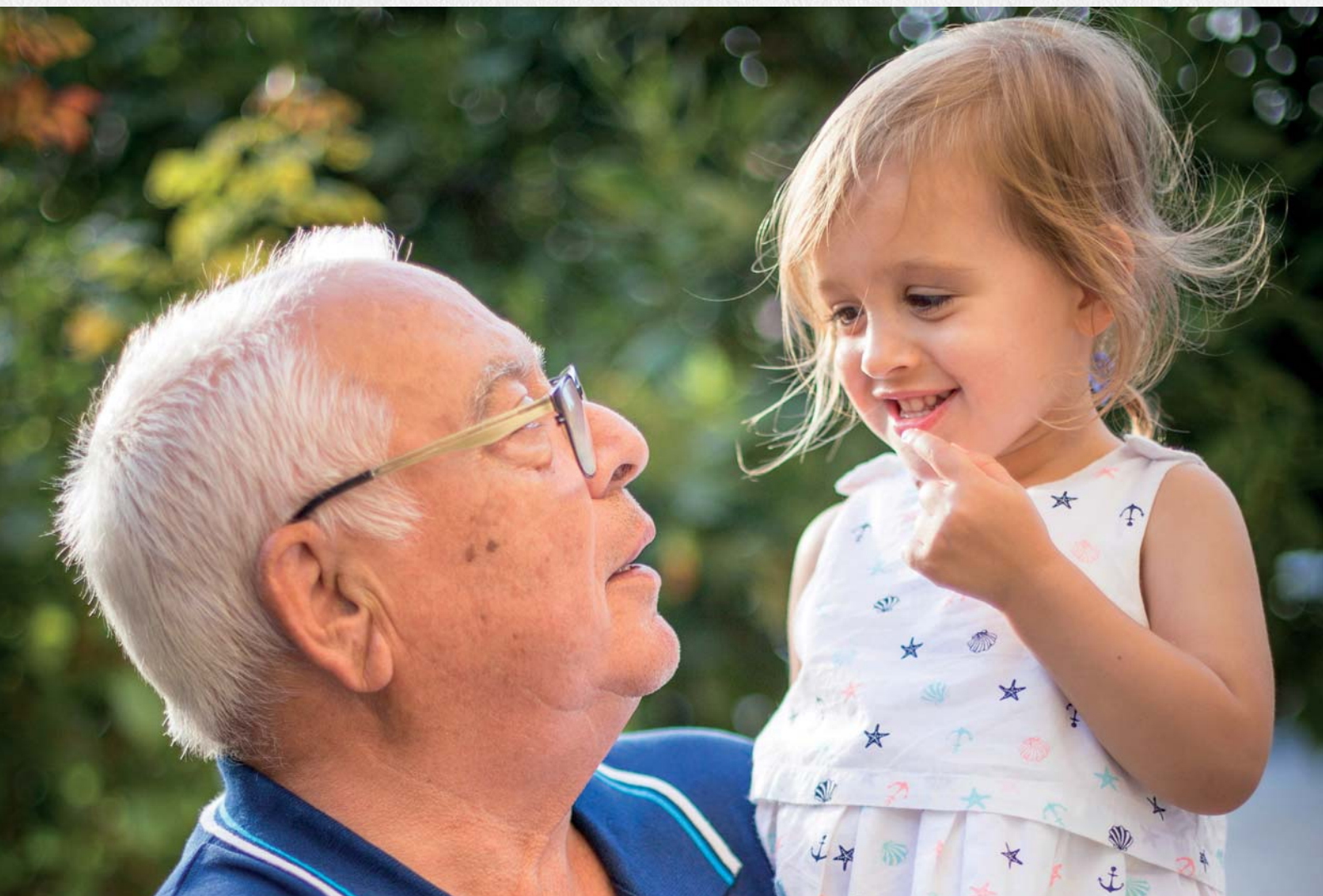
SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

## 17. FAVORISER LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE EN EUROPE

Notre famille politique œuvre pour la solidarité intergénérationnelle afin de mieux faire face aux défis de l'avenir et au vieillissement de la population européenne. **Nous luttons pour les droits des citoyennes et citoyens à tous les âges de la vie. Nous voulons une Europe qui garantisse dignité, autonomie et bien-être à chaque étape de la vie.** Nous défendons les droits des travailleuses et travailleurs de tout âge, y compris des conditions de travail et un salaire décents, ainsi que des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Les systèmes de pension doivent rester des sources publiques de revenus pour la vieillesse, tenir compte de l'égalité entre les genres et tenir compte des interruptions de carrière. Cela comprend également des soins et des services de santé abordables à tous les âges,

des investissements dans des logements adaptés et des communautés respectueuses des personnes âgées. Notre famille politique met en outre l'accent sur la non-discrimination et le droit à la participation politique et civique à tout âge. Nous voulons également assurer un financement adéquat pour préserver la durabilité des secteurs culturels européens. La culture, dans toute sa diversité et sous toutes ses formes, est un élément essentiel de l'identité européenne. Il s'agit notamment de diffuser l'alphabétisation numérique tout en maintenant des alternatives hors ligne pour les procédures administratives. Nous devons également nous assurer que les réseaux de transport sont accessibles et que les infrastructures pour les piétons et les cyclistes sont sûres.





## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Investir dans le logement adapté**, ainsi que dans une offre publique de résidences adaptées et de maisons de soins. Aider les autorités locales à mettre en place des initiatives progressistes à cet égard, telles que la cohabitation intergénérationnelle et le concept d'habitat adapté.
- Aider les autorités locales à **créer des villes et des communautés conviviales pour les personnes âgées**, comme le préconise l'Organisation mondiale de la santé, et obtenir les financements nécessaires.
- Fournir des lignes directrices et des exemples de bonnes pratiques aux États membres de l'UE sur la manière de **prévenir et de combattre l'âgisme** dans différents domaines politiques.
- **Introduire un livre blanc sur le vieillissement**, qui proposerait des mesures sociales et économiques liées au vieillissement croissant en Europe, notamment en ce qui concerne le marché du travail, la qualité du travail, le vieillissement actif, l'offre de soins et de services de santé, ainsi que l'économie des seniors.
- **Continuer à soutenir l'apprentissage tout au long de la vie** dans le cadre de l'Espace européen de l'éducation. Mettre l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie à tous les âges, ainsi que sur tous les types d'éducation, formelle et informelle.
- L'UE devrait **élaborer un plan européen pour l'éducation afin de garantir une éducation de qualité et un apprentissage tout au long de la vie** dans l'ensemble de l'Union, avec des moyens financiers suffisants.
- Soutenir un **financement plus structurel et durable de la culture et de l'accès à la culture** qui soit inclusif et couvre tous les âges, notamment par un soutien global aux centres de jeunesse et aux projets culturels locaux.
- **Sauvegarder le programme Europe créative** afin de promouvoir et de protéger tant le secteur culturel que le patrimoine et la diversité culturels.
- Refléter le principe 15 du socle européen des droits sociaux sur les revenus et les pensions de vieillesse dans le suivi et l'orientation politique fournis par l'Union européenne afin d'assurer **des pensions véritablement équitables pour les femmes et les hommes**.
- Continuer à **promouvoir des standards de retraite solides**, permettant une vie décente aux personnes âgées dans l'ensemble de l'UE.
- Mettre en œuvre la recommandation du Conseil sur la **révision des objectifs de Barcelone en matière d'éducation et d'accueil des jeunes enfants**.
- **Préserver les options hors ligne pour les procédures administratives**.
- Le prochain programme de travail de la Commission devrait accorder **une priorité élevée aux thèmes liés aux jeunes, aux personnes âgées, au vieillissement actif et à la solidarité intergénérationnelle**.



**PES**

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

## 18. UNE POLITIQUE EUROPÉENNE COORDONNÉE EN MATIÈRE D'ASILE ET DE MIGRATION

La migration est une caractéristique structurelle des sociétés humaines. Elle est aussi une composante de la mondialisation. En tant que telle, la migration nécessite une approche unie, multilatérale et à plusieurs niveaux, fondée sur la responsabilité partagée, le respect des droits humains et du droit international. **Il est de notre devoir moral et légal d'offrir asile, protection et traitement humain aux demandeurs d'asile arrivant dans l'UE, indépendamment de leur origine et de toute autre considération.** Nous devons poursuivre la lutte contre les passeurs et les trafiquants qui conduisent impitoyablement des centaines de personnes à la mort. Il est essentiel de disposer d'un cadre commun prévisible et fiable pour les opérations de recherche et de sauvetage, sans oublier le débarquement rapide dans un lieu sûr. **Notre famille politique a proposé un pacte progressiste sur les migrations et l'asile. Celui-ci nous donne l'occasion de passer d'une approche ad hoc, dictée par la crise, à une approche équitable, sûre, durable et prévisible.** Les colégislateurs européens doivent tout mettre en œuvre pour trouver un accord sur un pacte avant la fin de ce mandat politique. Le pacte garantit des normes élevées de protection pour les personnes arrivant aux frontières de l'UE tout en simplifiant les procédures. Le régime commun d'asile et de migration de l'UE doit être fondé sur une véritable solidarité et une responsabilité partagée, des procédures équitables et efficaces, des conditions d'accueil humaines, des partenariats sur un pied d'égalité avec les pays tiers, des voies d'accès légales et une inclusion effective. Aucun État membre ni aucune région ou ville ne doit assumer une responsabilité disproportionnée. Ce n'est qu'ensemble et avec les bonnes politiques que nous pouvons transformer les défis en opportunités.

L'unité avec laquelle les pays de l'UE et leurs populations ont accueilli les nombreux réfugiés ukrainiens et activé rapidement la directive relative à la protection temporaire montre qu'avec des politiques fondées sur la solidarité, nous pouvons faire face aux crises les plus graves. Nous sommes fiers de l'engagement continu des Européennes et Européens à offrir asile et protection. Tous celles et ceux (en particulier les femmes, les enfants et les membres de la communauté LGBTI) qui fuient la guerre et les persécutions sont très vulnérables et exposés au trafic d'êtres humains, à la traite des êtres humains, à l'exploitation sexuelle, à la violence fondée sur le genre et à la violence sexuelle liée aux

conflits. L'UE doit prévenir et combattre les passeurs et les trafiquants par le biais d'une directive renforcée sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui inclut la criminalisation de l'utilisation de services obtenus auprès de victimes de la traite des êtres humains lorsque le client sait que la personne est une victime. Elle doit renforcer la gouvernance, les responsabilités, la transparence et l'obligation pour Frontex de rendre des comptes. Nous devons mettre en place une gestion commune et efficace des frontières, tout en préservant les droits fondamentaux. Nous devons toujours agir dans l'intérêt supérieur de l'enfant et garantir des droits renforcés, y compris la consolidation du droit au regroupement familial, en particulier pour les mineurs. Les enfants ne devraient jamais être détenus ou séparés de leur famille. Les fonds de l'UE ne doivent pas être utilisés pour construire des murs ou financer l'externalisation des politiques migratoires.

Une coopération mutuellement bénéfique avec les pays tiers est essentielle, en particulier avec les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Une attention particulière doit être accordée aux migrations induites par le changement climatique. Nous ferons pression pour la mise en place de couloirs réguliers, sûrs et humanitaires pour les demandeurs d'asile, ainsi que de voies régulières efficaces pour la migration de la main-d'œuvre. Les États membres doivent renforcer leurs engagements envers la réinstallation et définir des voies complémentaires grâce à un leadership commun.

Un système d'asile et de migration commun à l'UE doit inclure une politique en matière de retour humaine et digne, qui respecte le principe de non-refoulement et protège les droits fondamentaux des personnes en déplacement. Le retour volontaire et la réintégration doivent être prioritaires.

**Les migrations sont une réalité depuis toujours et le resteront. Nous devons promouvoir un discours progressiste sur l'asile et la migration qui s'applique à tous les migrants, aux personnes ayant un passé migratoire et à la société d'accueil.** Les États membres doivent mettre en œuvre le plan d'action de l'UE sur l'inclusion et l'intégration. Lorsqu'elle est bien gérée, l'immigration peut contribuer à renforcer l'économie, à créer de nouveaux emplois et à maintenir le système de protection sociale pour les sociétés vieillissantes de l'Europe. Elle peut être une grande source d'innovation et d'opportunités pour toutes et tous. Cependant, une migration mal gérée entraîne une série de difficultés. C'est pourquoi nous avons besoin de la participation de tous.



Nous avons besoin d'une politique migratoire féministe, qui tienne compte des besoins des femmes et des filles migrantes et demandeuses d'asile, ainsi que de leurs droits humains. Il faudrait enfin adopter un cadre global en matière de migration et d'asile qui prenne spécifiquement en compte leurs expériences.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Finaliser l'adoption du pacte sur la migration et l'asile, pour une approche équitable, sûre, durable et prévisible de l'asile et de la migration**, fondée sur la protection du droit individuel à l'asile, la garantie des droits humains, des normes élevées de protection et la solidarité entre les États membres, en particulier sous la forme de la relocalisation.
- Promouvoir la nécessité de **lutter contre les migrations induites par le changement climatique**.
- **Mettre en place des voies sûrs et réguliers pour l'asile et la migration**, ainsi que des politiques en matière de retour justes et humaines.
- **Finaliser l'adoption de la directive sur le permis unique**, en mettant en place des garanties solides contre les abus et l'exploitation des travailleuses et travailleurs.
- **Promouvoir des programmes de parrainage communautaire pour les bénéficiaires** d'une protection internationale.
- **Garantir une politique commune de l'UE en matière de retour pour les personnes qui n'ont pas besoin d'une protection internationale**, en préservant les droits humains et les normes internationales et en accordant la priorité au

retour volontaire vers des pays d'origine sûrs. L'intérêt supérieur de l'enfant doit toujours être une priorité.

- **Protéger les migrants et les demandeurs d'asile de l'exploitation et de la traite** en renforçant la directive sur la lutte contre la traite des êtres humains et les règles visant à prévenir et à combattre ce phénomène.
- **Renforcer la directive prévoyant des normes «minimales» on one line? concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs** de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.
- **Renforcer la coopération mutuellement bénéfique avec les pays tiers**, y compris une proposition sur une meilleure reconnaissance des qualifications des ressortissants de pays tiers et sur l'évaluation des diplômes et des compétences.
- Présenter une **proposition relative à des régimes de migration de main-d'œuvre équitables pour les travailleuses et travailleurs de compétences et expérience professionnelle diverses**, tout en garantissant une protection solide contre les abus et l'exploitation.
- Encourager la **mise en œuvre du plan d'action de l'UE sur l'inclusion et l'intégration**.
- Favoriser la **création d'un fonds auquel les municipalités pourraient s'adresser directement pour recevoir une aide à l'intégration des réfugiés**, tout en finançant des projets pour les communautés locales.
- **Réviser la directive européenne sur le droit de vote aux élections municipales**, afin de promouvoir une meilleure représentation de la position des résidents non nationaux.





## 19. RENFORCER LES DROITS EN LIGNE DES CITOYENNES ET CITOYENS

L'UE doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une transformation numérique conforme à nos valeurs et principes fondamentaux et qui ne laisse personne de côté.

**Tout d'abord, nous devons veiller à ce que des solutions non numériques pour les services de base et essentiels, y compris les services financiers et bancaires, soient disponibles pour toutes et tous, notamment pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.** Nous devons veiller à ce que chacun ait les moyens et les connaissances nécessaires pour accéder aux services numériques, tout en continuant à protéger l'importance de l'interaction sociale humaine pour une société forte et égalitaire. Nous voulons promouvoir la cohésion numérique, en reconnaissant que l'accès à des infrastructures numériques décentes est un droit fondamental. En outre, les plateformes de médias sociaux doivent être réglementées.

**Deuxièmement,** nous devons garantir des investissements massifs dans l'infrastructure numérique publique européenne afin d'**assurer un accès de qualité à l'Internet pour toutes et tous, de soutenir la recherche et le développement et les projets d'innovation,** mais aussi dans la protection de la vie privée, la sécurité, la sécurité des enfants en ligne et hors ligne, la liberté des médias, le pluralisme, l'indépendance et la diversité culturelle. Nous devons défendre le principe de la neutralité du réseau pour promouvoir la diversité et la concurrence dans le secteur numérique. Nous sommes attachés à ce principe et plaidons en faveur d'une réglementation de la connectivité qui garantisse un accès équitable et de bout en bout à l'ensemble de l'internet pour tous les utilisateurs et services en ligne, où le contenu, les services et les applications ne sont pas dégradés ou bloqués de manière injustifiée et où l'accès aux services en ligne reste abordable pour toutes et tous, en particulier pour les personnes à faible revenu.

**Troisièmement,** si l'**intelligence artificielle (IA)** est une technologie transformatrice qui peut apporter certains avantages sociaux, elle **doit toujours être centrée sur l'humain et pilotée par l'humain.** L'utilisation de l'IA doit être digne de confiance, respecter la dignité humaine et servir les sociétés et les populations sans reproduire ou exacerber les stéréotypes et les préjugés existants, ni créer de nouvelles formes d'inégalités entre les genres et d'inégalités intersectionnelles. Une distorsion peut se produire lors de l'utilisation d'ensembles de données pour instruire un modèle, si ces ensembles de données représentent mal les personnes auxquelles ledit modèle s'adressera. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de surmonter de telles distorsions dans les ensembles de données. Nous souhaitons l'adoption rapide de la législation européenne sur l'IA, en tenant compte de ces préoccupations. En outre, nous devons veiller à ce que, en cas de dégâts causés par l'IA, les citoyennes et citoyens soient indemnisés en conséquence. Nous rappelons donc la nécessité d'entamer des négociations sur la directive sur la responsabilité en matière d'IA, dès l'adoption de la législation sur l'IA. En outre, nos populations devraient recevoir une formation adéquate sur l'IA et la robotique, notamment sur les opportunités et les risques qu'elles présentent, et disposer de tous les outils nécessaires pour évoluer sur le marché du travail.

**Quatrièmement, ce qui est illégal hors ligne devrait l'être en ligne.** Chacun doit être pleinement protégé contre la cybercriminalité et la violence en ligne, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées, les journalistes et les lanceurs d'alerte, tout en veillant à ce que la sécurité en ligne soit en parfaite adéquation avec la protection de nos droits fondamentaux.

**Enfin,** nous avons besoin d'une **véritable participation de toutes et tous à l'ère numérique,** et notamment des femmes et des personnes sous-représentées. Il est essentiel que nous fournissions des moyens de recyclage et de mise à niveau des compétences professionnelles à celles et ceux qui souhaitent entrer dans l'industrie, afin de garantir que personne ne devienne un consommateur passif ou une victime de la numérisation croissante. Ils doivent être des leaders et des acteurs de ce secteur, depuis l'éducation jusqu'aux postes de direction les plus élevés.



**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

**PES**  
SOCIALISTS &  
DEMOCRATS





## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Protéger en ligne la vie privée des citoyennes et citoyens.** Travailler à l'adoption du règlement relatif à la vie privée et aux communications électroniques afin de renforcer la protection de la confidentialité des communications.
- **Promouvoir la cohésion numérique en Europe** en améliorant la connectivité et l'accès au haut débit dans toutes les régions d'Europe.
- **Promouvoir l'égalité des genres dans le secteur et la sphère numériques,** en augmentant la participation des femmes dans les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.
- **Fournir des alternatives non numériques pour les services de base et essentiels,** de manière non discriminatoire, accessibles à toutes et à tous, y compris aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap.
- Soutenir l'**adhésion de l'UE à la Convention 108+ du Conseil de l'Europe** pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.
- **Garantir la responsabilité et la transparence des plateformes de médias sociaux** et la protection des droits fondamentaux des utilisateurs en ligne par l'application du règlement sur les services numériques et du règlement sur les marchés numériques.
- **Investir dans l'infrastructure numérique publique européenne** et dans la recherche et le développement: soutenir les investissements dans les services et les applications d'administration en ligne, l'accessibilité, l'apprentissage en ligne, la santé en ligne, ainsi que les solutions numériques accessibles aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap.
- **Protéger nos populations contre les cybercrimes:** soutenir une nouvelle législation visant à renforcer la cybersécurité du secteur financier dans l'UE, notamment par le biais du règlement sur la résilience opérationnelle numérique récemment adopté.
- **Protéger les enfants contre les abus sexuels en ligne** par une réglementation et une prévention efficaces.
- **Adopter une législation européenne sur l'intelligence artificielle** pour une IA fondée sur des principes éthiques afin de garantir que la technologie reste centrée sur l'humain, pilotée par l'humain et respectueuse de la dignité humaine.
- Entamer rapidement des  **négociations sur la directive sur la responsabilité en matière d'IA.**
- Une **gestion plus stricte des fonds de recherche et de développement de l'UE afin d'empêcher le financement du développement et de l'utilisation de logiciels espions.** L'utilisation de logiciels espions à des fins répressives devrait être directement réglementée par des mesures relatives à la coopération judiciaire en matière pénale et par des mesures relatives à l'importation dans l'UE. Il est nécessaire d'établir des normes européennes pour réglementer l'utilisation des logiciels espions par les États membres. Si les autorités invoquent la sécurité nationale pour justifier l'utilisation de logiciels espions, elles doivent démontrer qu'elles respectent le droit communautaire et les principes de proportionnalité, de nécessité, de légitimité, de légalité et d'adéquation.
- Faire pression pour que la **surveillance de l'utilisation des logiciels espions** soit incluse dans les rapports annuels de la Commission sur l'état de droit dans les États membres de l'UE.



## 20. ASSURER LA SÉCURITÉ DE TOUTE LA POPULATION

**Chacun a le droit de vivre dans un environnement sûr et sécurisé.** Nous soutenons les mesures qui renforcent la sécurité des personnes tout en protégeant les droits individuels et collectifs. Dans un monde où apparaissent de nouvelles menaces criminelles, sans frontières et plus sophistiquées (notamment la cybercriminalité, la contre-façon, la criminalité environnementale, la criminalité financière, la traite des êtres humains et le terrorisme), il est essentiel que nous agissions efficacement et collectivement contre ces crimes. Ces crimes portent gravement atteinte non seulement à nos valeurs fondamentales, mais aussi à la confiance des populations dans notre démocratie et nos institutions. C'est pourquoi **nous devons continuer à renforcer la coopération policière et judiciaire.** Il est important qu'Europol utilise ses outils pour coordonner et soutenir efficacement la lutte contre la criminalité transfrontalière afin de devenir véritablement une agence européenne commune de soutien aux enquêtes et à la prévention de la criminalité. Cela doit s'accompagner d'un contrôle parlementaire accru d'Europol, tant par le Parlement européen que par les parlements nationaux. Nous



continuerons également à encourager les programmes de prévention de la criminalité menés par les communautés et à promouvoir un aménagement urbain qui offre à la communauté des espaces sûrs où elle peut se rassembler et se sentir en sécurité.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Renforcer la coopération européenne par l'intermédiaire d'Europol pour lutter contre la criminalité transfrontalière** afin qu'elle devienne véritablement une agence européenne commune de prévention de la criminalité et d'aide aux enquêtes, notamment en renforçant les équipes communes d'enquête. Cette évolution doit s'accompagner d'un renforcement du contrôle parlementaire.
- **Promouvoir la prévention de proximité de la criminalité** par le biais de programmes d'aménagement environnemental et urbain conçus pour créer des espaces sûrs pour toutes et tous, en tenant compte des besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes âgées.
- **Protéger les populations de l'UE contre la criminalité organisée** en renforçant les règles de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.
- Soutenir les mesures qui **renforcent la sécurité personnelle** tout en protégeant les droits individuels et collectifs.
- Soutenir la **révision de la directive sur la lutte contre la traite des êtres humains** afin de prévenir et de combattre efficacement ce phénomène.
- **Renforcer la lutte contre le trafic d'armes à feu** et en faire une priorité de l'action de l'UE contre la criminalité organisée.
- Insister sur la création d'un **centre européen de l'enfance totalement indépendant, chargé de coordonner la lutte contre les abus sexuels sur les enfants** et les obligations de signalement et de retrait de matériel. Cela devrait se faire conformément au règlement sur les services numériques dans le plein respect des droits fondamentaux, en particulier le droit à la vie privée, la protection des données et en protégeant le cryptage de bout en bout.





**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

### III.

# CONSOLIDER LA POSITION DE L'EUROPE DANS LE MONDE

---

L'Europe est l'un des continents les plus riches et possède l'un des meilleurs systèmes d'État-providence et de protection des travailleuses et travailleurs. En tant que Parti socialiste européen, nous restons convaincus que le modèle social européen est la clé de sociétés prospères et égalitaires qui œuvrent pour le bien-être de toutes et tous. Pour continuer à prospérer et pour maintenir le niveau élevé de protection sociale que nous connaissons et auquel nous tenons, l'Europe doit s'adapter aux changements qui se produisent sur notre continent et dans le monde. **Qu'il s'agisse de la manière dont nous nous impliquons auprès de nos partenaires internationaux ou du mode de fonctionnement de notre Union, nous voulons mener un processus d'adaptation fondé sur les valeurs fondamentales de notre famille politique, telles que l'égalité, la démocratie et le progrès.** Le commerce international doit être organisé de manière équitable et durable, sans contribuer à la déforestation, à la perte de biodiversité ou à la violation des droits humains et des droits du travail. Pour que l'Europe joue un rôle de premier plan dans le monde, nous voulons nous concentrer sur les priorités suivantes:



## 21. UN SOUTIEN TOTAL À L'UKRAINE

**La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine n'est pas seulement une violation de la souveraineté, mais aussi une guerre contre les valeurs européennes. Nous maintiendrons notre soutien indéfectible à la souveraineté de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières telles que reconnues par la communauté internationale. L'UE doit continuer à fournir un soutien politique, humanitaire, financier et militaire à l'Ukraine. Elle doit rester particulièrement vigilante pour éviter que les femmes et les enfants ne soient victimes de violences sexuelles, de trafic et d'exploitation, car le conflit exacerbe les inégalités existantes entre les genres et affecte les femmes de manière disproportionnée.**

Les socialistes et démocrates doivent guider l'UE dans l'élaboration d'un plan de reconstruction axé sur l'équité et l'inclusion sociales, la durabilité, la bonne gouvernance et l'appropriation locale, la transparence et la responsabilité, et ce, conformément aux engagements pris par l'Ukraine en tant que pays candidat à l'adhésion à l'UE. L'UE doit maintenir son soutien à la République de Moldavie, cette dernière devant faire face aux retombées de la guerre menée par la Russie en Ukraine et d'autres menaces hybrides qui y sont liées.



Il est essentiel de donner aux femmes les moyens d'agir pour soutenir l'Ukraine. La participation significative des femmes aux politiques liées aux conflits et à la reconstruction qui s'en suit accroît la durabilité, le succès et la résilience des communautés locales. La protection et le soutien des militantes, des ONG, des éducatrices et des dirigeantes dans les zones de conflit doivent être une priorité.

La communauté internationale doit coopérer étroitement pour que justice soit rendue aux victimes de crimes de guerre et pour que le président de la Fédération de Russie et les dirigeants politiques et militaires russes répondent de leurs actes. **L'UE doit continuer à rechercher les moyens de mettre les avoirs russes gelés à la disposition de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre**, conformément au droit communautaire et international. En outre, le PSE soutient de nouvelles sanctions contre la Russie et leur application plus stricte jusqu'à ce qu'une paix juste soit rétablie selon les termes de l'Ukraine.

Le PSE défendra une UE qui soutient la résistance de l'Ukraine tout en poursuivant ses efforts diplomatiques pour atténuer la crise humanitaire engendrée par la guerre de la Russie, en étroite coordination avec l'Ukraine et les alliés internationaux. L'UE devrait user de toute son influence économique et diplomatique pour faire pression sur les alliés de la Russie et être un acteur clé dans la construction d'un nouveau cadre européen de paix et de sécurité, basé sur de solides garanties de sécurité pour l'Ukraine, l'ouverture d'un processus d'adhésion à l'UE et une association étroite avec le cadre de l'OTAN. Le PSE doit être la force motrice de cet effort, en plaçant l'UE comme acteur principal (en étroite coopération avec l'OSCE) pour façonner une «nouvelle architecture d'Helsinki» autour de garanties clés de sécurité et de paix basées sur les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États et couplées à une révision stratégique de la politique de voisinage de l'UE.

Le PSE est aux côtés de toutes les régions du monde pour lutter contre les retombées de cette guerre, en particulier contre la crise alimentaire qui touche les pays du Sud. L'UE travaille à une vitesse et à une échelle sans précédent pour atténuer les conséquences de cette guerre et s'est déjà engagée à fournir 8 milliards d'euros pour la sécurité alimentaire mondiale. Le PSE soutient l'extension de cette aide et s'efforcera de faire évoluer les systèmes alimentaires mondiaux vers des chaînes alimentaires équitables, durables et résistantes.



## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Soutenir la résistance de l'Ukraine à l'invasion russe** par des moyens politiques, financiers, humanitaires et militaires.
- **Soutenir les femmes et les filles en Ukraine**, en particulier dans les zones de conflit, notamment en ce qui concerne la violence de genre, l'autonomisation des femmes et l'ensemble du processus de reconstruction.
- **Veiller à ce que les femmes soient pleinement représentées, sur un pied d'égalité**, et à ce qu'elles participent de manière significative à tous les niveaux et à toutes les étapes des politiques et des processus décisionnels liés aux conflits.
- **Soutenir les personnes déplacées** en leur offrant une protection collective et en améliorant la lutte contre leur exploitation, en particulier dans le cas des groupes vulnérables.
- **Soutenir l'élaboration d'un plan de reconstruction pour l'Ukraine** axé sur l'équité et l'inclusion sociales, la durabilité, la bonne gouvernance et l'appropriation locale, en renforçant le dialogue social et la participation des syndicats, ainsi qu'en encourageant la participation et l'intégration des organisations de la société civile qui travaillent en Ukraine et dans les pays de la ligne de front à tous les niveaux de ce processus.
- **Maintenir la pression sur la capacité de la Russie à poursuivre son agression en appliquant des sanctions sévères et en empêchant qu'elles soient contournées.**
- **Des sanctions sur les produits de luxe** tels que les diamants devraient être mises en place dès que possible, de préférence dans le cadre du G7 afin d'en accroître l'efficacité.
- **Soutenir la Cour pénale internationale** et les enquêtes internationales relatives au crime d'agression et aux crimes de guerre.
- **Soutenir une politique européenne plus ferme à l'égard des pays qui aident à contourner les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie.**
- **Continuer à rechercher les moyens de mettre à disposition les avoirs russes gelés pour les utiliser dans la reconstruction de l'Ukraine** après la guerre.
- **Soutenir les États membres de l'UE face aux répercussions de la guerre**, qu'il s'agisse de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, du soutien apporté à l'Ukraine, à la Moldavie et aux personnes déplacées, ou de la mise en place de corridors de solidarité pour l'exportation de produits agricoles ukrainiens.
- **Soutenir les pays touchés par la crise alimentaire** en fournissant une aide humanitaire immédiate et en incluant la sécurité alimentaire, la résilience et la durabilité dans les programmes à long terme d'aide au développement.



## 22. PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET L'INNOVATION

Notre famille a apporté un changement de paradigme en Europe en réhabilitant le rôle de l'investissement public. **Contrairement à l'approche d'austérité adoptée par la majorité conservatrice après la crise financière de 2008, nous avons réagi à la crise de la COVID-19 avec Next Generation EU.** Cela montre tout ce que nous pouvons faire lorsque nous investissons dans notre avenir, que nous mettons nos ressources en commun et que nous agissons dans l'unité et la solidarité. **Next Generation EU est le plus grand programme d'investissement que l'UE ait jamais eu,** et notre famille politique en est un fier promoteur. Nous continuons donc à plaider pour une capacité d'investissement permanente à long terme de l'UE avec une réelle solidarité européenne pour financer la transition écologique et numérique, dans le cadre d'un plan d'investissement plus large pour les transitions écologique et numérique, en coordination avec les États membres.

Les changements qui nous attendent nécessitent des investissements à grande échelle, tant publics que privés: dans les alternatives énergétiques durables, dans la promotion d'une économie circulaire, notamment pour les matières premières essentielles, et dans la reconquête par l'UE d'un rôle de premier plan dans la transition numérique. Si nous voulons que l'Europe soit un centre international pour l'innovation et la technologie, nous devons investir dans cet objectif. **Nous devons investir dans un modèle de développement économique qui place le bien-être de la population en son cœur,** un modèle qui protège l'environnement et qui ne considère pas le PIB comme la seule mesure du succès.

La guerre et la pandémie ont clairement montré que nous ne pouvons pas nous reposer entièrement sur le commerce extérieur pour les biens stratégiques tels que l'énergie, les

denrées alimentaires, les technologies propres, les micro-puces, les batteries, les matières premières, les médicaments et les produits liés à la santé. L'UE doit diversifier et réduire les risques pour sa chaîne d'approvisionnement en biens essentiels et en produits de base critiques. Elle doit aussi parvenir à une véritable autonomie stratégique ouverte dans les secteurs essentiels. De nouveaux investissements européens collaboratifs doivent être réalisés pour renforcer la souveraineté dans les secteurs stratégiques. Dans le même temps, la politique de concurrence et le cadre des aides d'État de l'Union doivent garantir que le marché intérieur reste ouvert, équitable et compétitif, y compris à l'avenir. L'exposition de notre continent à la pénurie de puces électroniques il y a quelques mois est un avertissement clair que l'Europe doit investir dans sa capacité à voler de ses propres ailes. Nous devons soutenir la construction d'une industrie européenne des batteries, l'extraction et le recyclage des terres rares, ainsi que d'autres initiatives similaires qui permettront d'atteindre cet objectif. Comme l'a fait l'administration Biden avec la loi américaine sur la réduction de l'inflation, les investissements et aides publics devraient inclure des objectifs sociaux et environnementaux. Nous devons également être prêts à intervenir avec un cadre de sauvetage européen pour protéger les entreprises de la concurrence étrangère déloyale, à condition qu'elles respectent des normes sociales et d'emploi ambitieuses.

L'UE a besoin d'investissements massifs pour renforcer sa résilience et sa capacité à protéger ses populations en temps de crise. C'est pourquoi le PSE appelle à une stratégie «Fabriqué en Europe» d'ici 2030, afin de mettre l'industrie européenne sur un pied d'égalité, dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).







**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

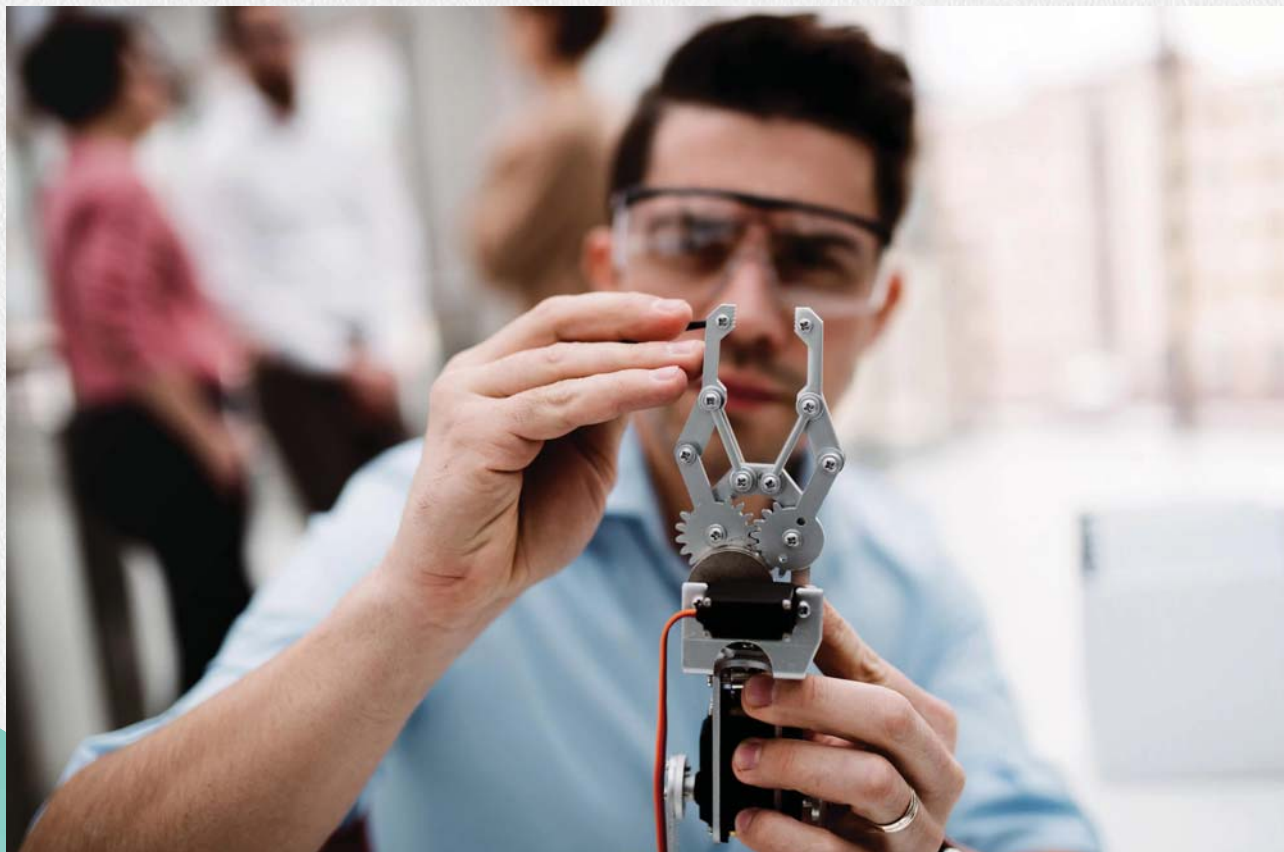


**PES**  
**WITH  
COURAGE**  
**FOR EUROPE**



## PROPOSITIONS PRINCIPALES

- Présenter un nouveau **plan d'investissement pour les transitions écologique et numérique**.
- Doter le budget de l'UE des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et mener à bien ses politiques, grâce à **un cadre financier pluriannuel révisé et ambitieux**, compatible avec les principes de budgétisation sensible au genre et les objectifs de durabilité, qui devraient également être envisagés dans un contexte de ressources propres accrues.
- Continuer à **défendre une capacité d'investissement permanente et à long terme de l'UE**, assortie d'une véritable solidarité européenne.
- Explorer de **nouvelles sources de revenus pour permettre au budget de l'UE de soutenir les investissements** dans tous les États membres.
- Promouvoir un **cadre européen de sauvetage pour protéger les entreprises de la concurrence étrangère déloyale**.
- Entamer la discussion sur l'**établissement de biens publics européens**.
- **Développer une stratégie «Fabriqué en Europe» 2030** pour réduire les dépendances européennes et augmenter nos capacités de production dans les secteurs stratégiques et pour mettre l'industrie européenne sur un pied d'égalité dans le respect des règles de l'OMC.
- **Élaborer un programme commercial ambitieux, durable et ouvert pour l'UE**, fondé sur des valeurs communes et des règles pour le respect des droits sociaux et environnementaux, de la protection des consommateurs et des droits humains.
- **Utiliser la loi sur les matières premières essentielles** pour fixer des objectifs ambitieux de réutilisation et de recyclage pour la circularité des matières premières essentielles.
- **Introduire une législation sur les médicaments critiques** afin d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en médicaments de l'UE et de réduire la dépendance à l'égard des pays tiers.
- **Les fraudes aux fonds européens doivent être poursuivies plus sévèrement**.
- **Au-delà du seul PIB, mettre également au point des indicateurs objectifs pour mieux inclure les aspects environnementaux et sociaux du progrès**.





## 23. SOUTENIR LES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fondamentalement abîmé un paysage géopolitique déjà instable et a menacé l'ordre international fondé sur des règles. L'UE devra redéfinir son rôle dans un environnement mondial multipolaire et désordonné. Nous sommes mis au défi dans la bataille permanente des récits sur les valeurs démocratiques universelles. L'UE doit résolument tendre la main à des partenaires fiables et partageant les mêmes idées afin de conclure des accords de partenariat mutuellement bénéfiques. Ces partenariats devraient être mutuellement bénéfiques en répondant à des besoins concrets dans les pays partenaires et en permettant à l'UE de diversifier et d'atténuer les risques actuels liés aux chaînes d'approvisionnement. **L'UE doit travailler avec ses partenaires pour éradiquer la pauvreté et promouvoir le respect universel des droits humains et des libertés fondamentales, des règles commerciales mondiales équitables et le respect des engagements internationaux en matière de droits sociaux, d'égalité des genres, de changement climatique et de protection de l'enfance, et ce, dans un monde où les récits alternatifs des pays autoritaires prolifèrent.** Nous saluons le travail des défenseurs des droits humains dans le monde entier et en appelons à lutter contre le rétrécissement de l'espace de la société civile au niveau mondial.

Le PSE souhaite entretenir des relations constructives avec les États-Unis afin de poursuivre notre dialogue envers un agenda progressiste commun sur les normes sociales et environnementales. Nous sommes également favorables à un dialogue renforcé avec la Chine afin de coopérer sur des questions telles que le changement climatique, la sécurité mondiale et la réforme des institutions internationales. Toutefois, toute stratégie cohérente et ambitieuse entre l'UE et la Chine doit respecter les droits humains et la démocratie.

Nous continuerons à promouvoir des relations solides avec nos partenaires d'Amérique latine grâce à un programme ambitieux en matière de commerce, de coopération, de partenariats et d'investissement. Nous renforcerons également le partenariat Afrique-UE pour relever des défis communs, promouvoir une croissance durable et accélérer les transitions écologique et numérique. L'Europe doit veiller à ce que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les multiples conséquences de la guerre ne creusent pas un fossé dans les relations entre l'UE et ses amis et partenaires du Sud global. En ce qui concerne notre voisinage, nous soutenons les actions de l'UE qui favorisent les liens économiques et soutiennent les droits

humains, la démocratie, la paix et la stabilité. L'Europe doit également promouvoir la stabilité dans l'Arctique et s'efforcer de prévenir l'escalade militaire et l'exploitation des ressources naturelles.

**Le PSE soutient le renforcement de la coopération avec les Nations Unies afin de réformer et de renforcer le système multilatéral.** L'UE doit parler d'une seule voix dans les forums de l'ONU et utiliser les sièges rotatifs et permanents des États membres au sein du Conseil de sécurité des Nations unies pour mettre en place un programme fondé sur les règles et les droits humains. L'UE doit promouvoir et réaliser les objectifs de développement durable des Nations unies, les engagements de l'accord de Paris sur le climat et la stratégie mondiale de l'UE en matière de santé. L'UE doit jouer un rôle important dans les efforts mondiaux de non-prolifération fondés sur des règles, avec pour objectif un monde exempt d'armes nucléaires.

Le PSE est profondément inquiet de la situation au Moyen-Orient. Le PSE condamne sans équivoque le Hamas pour les attaques terroristes brutales qu'il a lancées contre Israël le 7 octobre 2023. Nous exigeons que le Hamas libère les otages immédiatement et sans condition. Israël a le droit de se défendre et a également le devoir de respecter pleinement le droit international et le droit humanitaire international et de protéger la vie des civils.

La tragédie humanitaire à Gaza doit cesser. Nous appelons fermement à des pauses humanitaires pour permettre l'approvisionnement en produits de première nécessité tels que l'eau, la nourriture, l'électricité, le carburant et les fournitures médicales. Il est impératif de permettre à l'aide humanitaire d'entrer en toute sécurité à Gaza et d'alléger les souffrances de millions de civils palestiniens.

Nous sommes consternés par les milliers de victimes civiles. La protection de la vie des civils est un principe fondamental du droit international.

Nous soutenons le Haut représentant de l'UE, Josep Borrell, et le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, dans leur travail visant à empêcher le débordement de ce conflit brutal et à maintenir un engagement politique continu avec Israël, l'Autorité nationale palestinienne et les acteurs étatiques régionaux concernés. Les Israéliens et les Palestiniens ont tous deux le droit de vivre en paix.

Les circonstances actuelles renforcent notre détermination à promouvoir une résolution politique durable de ce conflit, basée sur une solution à deux États, et appellent à la tenue prochaine d'une conférence de paix internationale.



### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Rétablir et renforcer l'ordre multilatéral fondé sur des règles** en coopération avec nos partenaires internationaux.
- **Réformer l'OMC** pour l'adapter aux défis du 21<sup>e</sup> siècle, de la transition écologique et de la révolution numérique, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables.
- **Mettre en place une stratégie exhaustive de l'UE pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable** et leur réalisation d'ici 2030, accompagnée d'un plan de financement.
- **Remédier aux lacunes de la stratégie «Global Gateway»**, en garantissant un mandat de développement clair et un contrôle public transparent, démocratique et efficace.
- **Établir des partenariats égaux ancrés dans les valeurs démocratiques, la protection des droits humains et les normes sociales, environnementales et de gouvernance**, pour diversifier et atténuer les risques actuels liés aux chaînes d'approvisionnement de l'UE.
- **Accroître le soutien de l'UE aux défenseurs des droits humains et à la société civile** partout dans le monde.
- **Réévaluer le portefeuille de commerce et de développement actuel de l'UE** à la lumière de l'impact de la guerre en Ukraine, en investissant dans nos bonnes relations avec les pays tiers.
- **Renouveler le dialogue avec l'Union africaine** sur les migrations, le développement, le commerce, la sécurité et le changement climatique.
- **Investir du capital diplomatique et technique pour mettre en place un programme commercial ambitieux avec l'Amérique latine.**
- **Renforcer les relations entre l'UE et les pays d'Amérique latine** afin d'approfondir nos relations politiques, économiques et commerciales et d'élaborer un programme progressiste commun fondé sur nos principes, valeurs et intérêts partagés.
- **Réviser et mettre en œuvre une stratégie pour les relations UE-Chine** afin de garantir la coopération sur les défis mondiaux tels que le changement climatique, rééquilibrer les relations commerciales et économiques, défendre les droits humains et renforcer le multilatéralisme, tout en s'appuyant sur les trois piliers de la stratégie actuelle: La Chine en tant que partenaire, concurrent et rival.
- **Renforcer davantage la coopération de l'UE au sein des Nations unies**, promouvoir une réforme ambitieuse des Nations unies en faveur de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité, et s'engager pleinement en faveur de l'Agenda 2030 et de la conception d'un successeur ambitieux et efficace à ce dernier.



**PES**

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**



Participants au sommet UE-CELAC du PSE « Ensemble pour la justice mondiale ». Sur la photo, de gauche à droite: Mette Frederiksen, première ministre du Danemark, António Costa, premier ministre du Portugal, Gustavo Petro, président de la Colombie, Stefan Löfven, président du PSE, Pedro Sánchez, premier ministre de l'Espagne, Lula da Silva, président du Brésil, Olaf Scholz, chancelier de l'Allemagne, Alberto Fernández, président de l'Argentine, Gabriel Boric, président du Chili. Au deuxième rang, de gauche à droite: Achim Post, secrétaire général du PSE, Elly Schlein, leader du PD Italie, Iratxe García, présidente du Groupe S&D au Parlement européen, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Alicia Bárcena, secrétaire aux affaires étrangères du Mexique, Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, et Giacomo Filibeck, secrétaire général exécutif du PSE.



**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**





**PES**

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS

**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

## 24. UNE UE TOURNÉE VERS L'AVENIR: PRÊTE À AMÉLIORER SON FONCTIONNEMENT ET À RELEVER LES DÉFIS INTERNATIONAUX

Le débat sur la modernisation de l'architecture et des processus décisionnels de l'UE est influencé par la nouvelle réalité géopolitique et un monde en proie à la guerre et caractérisé par une fragmentation croissante. La perspective d'une UE élargie s'est récemment accélérée. C'est pourquoi **il est nécessaire de modifier les règles et le fonctionnement de nos institutions pour que l'UE puisse agir de manière efficace, décisive et unie. Une évaluation sérieuse doit être menée pour déterminer quelles modifications de traité sont nécessaires pour faire de la souveraineté européenne une réalité, promouvoir la justice sociale, rendre l'Europe plus durable et stimuler la démocratie européenne et son influence dans le monde.** Les règles de majorité dans certains domaines politiques, y compris de la politique étrangère commune, sont nécessaires pour garantir des processus décisionnels plus démocratiques et un bon fonctionnement de l'UE, ainsi que pour construire une UE forte dotée d'une indépendance stratégique.

Le PSE reste en première ligne pour soutenir les négociations d'adhésion, à condition que tous les futurs États membres potentiels respectent pleinement les normes

de l'UE en matière d'État de droit, de démocratie et de valeurs fondamentales de l'UE. **Aucun pays ne peut être considéré comme un État membre sans avoir mis en œuvre tous les engagements et réformes nécessaires.**

Le PSE salue la décision d'accorder le statut de candidat à l'**Ukraine** et à la **Moldavie** et soutient l'inclusion de la Géorgie une fois qu'elle aura rempli les conditions identifiées par la Commission européenne. Nous demandons l'ouverture rapide des négociations d'adhésion à l'UE avec l'Ukraine et la République de Moldavie une fois qu'elles auront rempli tous les critères d'adhésion fixés par la recommandation de la Commission européenne. Nous nous félicitons également de l'ouverture des négociations avec l'**Albanie** et la **Macédoine du Nord** et de la décision d'accorder le statut de candidat à la **Bosnie-Herzégovine**. Nous continuons à soutenir les négociations d'adhésion avec le **Monténégro**. Nous acceptons de faire progresser les négociations d'adhésion avec la **Serbie** uniquement si le gouvernement Vučić s'aligne sur les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie, effectue des progrès significatifs dans ses réformes liées à l'UE et s'abstient de saboter le dialogue Belgrade-Pristina par des provocations ou tout autre moyen. Suite à la demande d'adhésion du **Kosovo** à l'UE, qui reflète l'orientation toujours pro-européenne de sa population et son choix stratégique géopolitique clair, nous appelons Belgrade et Pristina à parvenir à une solution permanente sous la guidance du Haut représentant de l'UE/Vice-président Josep Borrell. Nous nous félicitons





de l'adoption de la libéralisation des visas pour le Kosovo. Nous regrettons que le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE soit bloqué depuis plusieurs années en raison de l'orientation prise par le gouvernement turc. En l'absence d'un changement de cap radical de la part du gouvernement turc, le processus d'adhésion de la **Turquie** à l'UE ne peut être repris dans les circonstances actuelles. En outre, nous sommes favorables à un approfondissement rapide de l'intégration de la **Suisse** dans l'UE lorsqu'un cadre mutuellement bénéfique sera convenu.

Nous soulignons que nous continuons à soutenir tous les efforts visant à résoudre le problème chypriote qui perdure, dans le cadre des Nations unies, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, et dans le respect des principes sur lesquels l'UE est fondée ainsi que des acquis communautaires. Nous condamnons toute action ou occupation qui viole l'intégrité et la souveraineté des nations partout dans le monde, y compris à **Chypre**.

D'avantage d'Europe, c'est aussi protéger et renforcer l'une des plus grandes réussites de l'Union européenne: l'accord de Schengen. C'est pourquoi nous demandons que la **Roumanie** et la **Bulgarie** soient immédiatement autorisées à entrer dans l'espace Schengen, ces deux pays remplissant tous les critères. Le PSE soutient également une modernisation rapide des demandes de visa Schengen afin d'approfondir les relations de l'UE avec l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse et de simplifier les voyages d'affaires et de tourisme.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Finaliser sans plus tarder l'intégration complète de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen.**
- **Moderniser l'architecture européenne pour l'adapter aux nouvelles réalités**, notamment en étendant le vote à la majorité qualifiée à certains secteurs critiques.
- **Dans le contexte de l'élargissement, nous devons engager un débat et évaluer si les traités et le fonctionnement de nos institutions sont bien adaptés, et quels changements sont nécessaires** pour parvenir à une véritable souveraineté européenne, pour promouvoir la justice sociale et nos valeurs européennes, pour rendre l'Europe plus durable et plus égalitaire, et pour promouvoir le rôle de l'UE dans le monde. Cela est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'UE.
- **Continuer à soutenir le processus d'élargissement** en apportant un soutien financier et technique ciblé aux réformes dans les pays candidats.
- **Accroître la coopération régionale avec les pays candidats et les candidats potentiels** en matière de sécurité, d'énergie et de migration.
- **Renforcer le rôle démocratique du Parlement européen, en évoluant vers le droit d'initiative.**
- **Assurer la responsabilité démocratique des nouveaux organes de gestion de crise.**



## 25. RENFORCER LA COOPÉRATION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

**L'UE doit agir plus rapidement et avec plus d'assurance dans un climat géopolitique de plus en plus imprévisible.**

La boussole stratégique présentée par notre famille politique fournit le cadre nécessaire pour renforcer le rôle de l'UE en tant que partenaire fiable et garant de sécurité, ainsi que pour améliorer notre capacité à défendre et à promouvoir nos valeurs fondamentales en toute indépendance. Le PSE se félicite du processus en cours visant à renforcer notre politique de sécurité et de défense commune (PSDC) tout en respectant les politiques de sécurité et de défense spécifiques de chaque État membre de l'UE.

Le PSE soutient une politique de sécurité et de défense commune en complément à l'OTAN par le biais d'un modèle collaboratif de développement et d'acquisition, de dépenses de défense coordonnées et ciblées, du partage et de la mise en commun des capacités, de la lutte contre les menaces hybrides, les cyberattaques et la désinformation, du renforcement de la coopération de l'UE en matière de renseignement et du secteur industriel de la défense de l'UE. L'UE doit promouvoir les investissements dans des technologies innovantes qui peuvent réduire l'impact environnemental des opérations militaires et renforcer la position de l'UE en tant que leader dans les technologies vertes et de pointe. Les investissements en matière de défense sont essentiels et ne doivent pas se faire au détriment du développement, de la cohésion et des fonds sociaux. Nous soulignons également la nécessité d'intégrer une perspective intersectionnelle et de genre dans notre PSDC. **La politique étrangère et de sécurité de l'UE doit être féministe et l'égalité entre les genres doit être l'un de ses principaux objectifs.** La représentation égale des femmes et des filles dans les actions de politique étrangère est essentielle. Elles sont en effet touchées de manière disproportionnée par la violence, la pauvreté, les conflits armés et l'impact des urgences climatiques, sanitaires et autres.

### PROPOSITIONS PRINCIPALES

- **Mettre en œuvre la boussole stratégique** en veillant à créer des synergies avec l'ensemble des politiques et des priorités de la Commission européenne.
- **Renforcer la politique de sécurité et de défense commune de l'UE.**
- **Accroître la coopération avec l'OTAN afin de garantir l'efficacité des achats et des dépenses**, d'éviter les duplications inutiles et d'améliorer la coordination en matière de renseignement.
- **Relever les défis auxquels est confrontée l'industrie européenne de la défense**, tels qu'une fragmentation importante, le manque de coopération transfrontalière, la compétitivité internationale limitée et l'absence de normes et de réglementations communes, tout en promouvant la transparence, la responsabilité et des normes éthiques dans la production et le commerce des produits de défense.
- **Travailler à la décarbonation de l'industrie militaire** afin de concilier l'expansion des investissements de l'UE dans le secteur de la défense avec les engagements du pacte vert pour l'Europe et les objectifs de la loi européenne sur le climat.
- **Renforcer la coopération et l'intégration européennes en matière de défense**, notamment en augmentant les achats conjoints de produits de défense, en apportant un soutien adéquat aux PME de l'industrie européenne de la défense, en augmentant les investissements transfrontaliers et les investissements dans des projets communs de recherche et de développement, y compris pour les produits à double usage.
- **Intégrer une perspective intersectionnelle et de genre dans les opérations et les missions de la PSDC**, conformément à l'engagement de longue date de l'UE en faveur du programme «Femmes, paix et sécurité».



**/// EN AVANT  
/// L'EUROPE**

**PES**  
SOCIALISTS &  
DEMOCRATS



## **IV. CONCLUSION**

À l'approche des élections européennes, nous sommes fiers que notre famille politique ait soutenu nos concitoyennes et concitoyens à tous les niveaux politiques au cours d'années très difficiles. Nous avons été les premiers à rendre l'Europe plus forte, plus résistante et mieux préparée à relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Enracinés dans nos valeurs, nous sommes prêts à nous battre pour la démocratie, pour le bien-être de nos populations au cours des différentes transitions de nos sociétés, ainsi que pour le rôle de l'Europe dans le monde. Avec ces objectifs à l'esprit, nous poursuivrons nos efforts pour davantage de progrès, pour promouvoir l'égalité et l'unité dans notre quête d'une Europe plus inclusive, plus juste et plus démocratique.



# PES

SOCIALISTS &  
DEMOCRATS



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium Vooruit



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic  
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD  
Partito Democratico



Italy PSI  
Partito Socialista Italiano



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg  
LSAP



Malta Labour



Netherlands  
PvdA



N. Ireland SDLP



Norway LP



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

Follow us on

[www.pes.eu](http://www.pes.eu)

[www.facebook.com/pes.pse](https://www.facebook.com/pes.pse)

[www.twitter.com/pes\\_pse](https://www.twitter.com/pes_pse)

[www.instagram.com/pes\\_pse](https://www.instagram.com/pes_pse)

**Party of European Socialists (PES)**

**10-12 Rue Guimard**

**1040 Brussels**

**Belgium**

**T +32 2 548 90 80**

**info@pes.eu**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein.

Málaga, 10 November 2023

AISSL-BBCE-N 0897.208-032